



FLOPPA

Vendredi 10 Septembre 1971

N° 1803

Prix 100 F G

Onzième Année

EDITORIAL

PEUPLE ! FAIS TA JUSTICE

On s'en souvient encore. Il y a bientôt un an, les échos du procès de vils agents de la « 5e colonne » impérialiste dénichés et pris lors et après l'agression du 22 Novembre 1970 et qu'avec bonheur la Révolution a envoyés dans ses prisons, ont retenti de pays en pays pour toucher le cœur des progressistes du monde.

Des voix s'élevaient élevées, vives pour approuver les principes justes de la Révolution Démocratique Africaine et clamer la grande victoire du Peuple de Guinée. Eien plus, ces voix autorisées ont flétri les crimes de l'impérialisme contre le vaillant Peuple de Guinée.

Partout, on en a tiré des leçons riches d'enseignement. C'est dire que la cause défendue par le P.D.G. est celle de l'humanité gravement menacée par les forces du mal. « La Révolution n'est jamais isolée » nous enseigne le Responsable Suprême de la Révolution.

Notre exaltation à cet effet est infinie, car la République de Guinée représente à coup sûr au seuil de l'Ouest-africain ce qu'est Cuba au cœur de l'Amérique Latine ; c'est-à-dire, la terre noire de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Aussi se souvenant encore de la cinglante défaite essuyée le 28 Septembre 1958, le colonialisme français décadent s'est ligué avec les signataires du pacte de l'OTAN pour en finir une fois pour toutes avec le Peuple héritier d'Almamy Samory Touré et du Roi Alpha Yaya Diallo, le 22 Novembre de triste mémoire. Pris dans les mailles du filet de la

Vigilance et fermeté ont fait craquer les bases de la contre-révolution impérialiste

BANGOURA KERFALLA

EX-DIRECTEUR ADJOINT SOPLEX

Quand j'ai rencontré Amine, il a fait les éloges de Baba Camara et m'a dit que j'avais la chance d'avoir un tel parent. Il m'a demandé de venir désormais au bureau après le travail sur le quai bananier au port pour accomplir des commissions entre différents membres de notre groupe. Mon rôle à ce stade consistait à distribuer les correspondances que les destinataires devaient brûler obligatoirement après lecture et en ma présence. Comme l'avait promis Baba Camara, Amine m'avait accordé une prime mensuelle de 35.000 francs, ce qui portait ma rémunération mensuelle à 95.000 francs.

J'appartenais au groupe animé par Joseph Amine et Baba Camara, groupe que ce dernier appelait « Commission Economique ». Je précise que l'ensemble du groupe ne se réunissait jamais dans sa totalité. Mais les contacts se faisaient par petits groupes. C'est ainsi que Baba Camara, Thiam Hady et Joseph Amine se retrouvaient presque tous les soirs dans le bureau de ce dernier ou dans le bureau de Baba.

Les membres de la cellule que je connais sont :

SECTEUR ADMINISTRATIF :

— Fadel Gushein, du Commerce Extérieur, Baba Camara, Fédération de Conakry II.

El Hadj Diané Ibrahim — O.B.K., Fofana Directeur Agrima, Diop Alassane, Secrétaire d'Etat, Baldé Ibrahim Bodié, Directeur des Douanes, Thiam Baba Hady, B.G.C.E., Gnan Matos, Directeur Général B.N.D.A.

SECTEUR PRIVES :

Joseph Amine ; Klichert, Directeur Général de la COBAG, installé en France ; Auperin Henri, Directeur



que par les mensonges et la calomnie. Le procès populaire de Conakry avait été taxé d'inhumain parce que selon l'impérialisme la procédure était contraire à toute « juridiction » internationale. C'est dans la dialectique de l'impérialisme. Tout ce qui est contraire à ses propres intérêts est considéré comme une hérésie.

Dans notre action de radicalisation de la Révolution nous entendons aller jusqu'au bout. Pour ce qui est de la perfide agression du 22 Novembre 1970, la patente réalité que l'on sait déjà exige désormais que le Peuple, juge suprême, condamne les satrapes, fausement parés du manteau du socialisme en Guinée. Que des « Révolutionnaires » ayant trahi la Révolution, continuent de s'en réclamer encore, quoi de plus effarant. Ils ont triché avec le Peuple, et le Peuple fera justice.

Le Peuple de Guinée n'est point dupe. Ayant tout et tout mis en leur disposition afin qu'ils soient hommes libres, ils ont préféré paraître et mieux devenir esclaves en livrant la Patrie à l'impérialisme impénitent.

Maintenant que la Révolution a su arrêter le glaive funeste au moment de l'exécution de la sale besogne, les bourreaux du Peuple à l'unisson crient clémence. Nous leur disons encore une fois, Non. Mais qu'ils sachent plutôt que dans l'histoire, les crimes contre les Peuples ne sont jamais restés impunis.

La Révolution Démocratique Africaine incarnation populaire poursuit toujours impitoyablement sa marche vers une Guinée prospère. N'en déplaie aux ennemis de l'Afrique.

Militants intrépides du PDG, travaillons jour et nuit au démantèlement de la 5e colonne impérialiste. De même aiguillons nos sagaies, affûtions nos coupe-coupe afin de sauvegarder l'Île au Trésor qu'est la République de Guinée. Rappelle-toi donc Peuple révolutionnaire que l'ère du petit marchand de sable est révolue le 28 Septembre 1958 et qu'aujourd'hui tu es prêt à tenir front à n'importe quelle puissance impérialiste parce que la cause que tu défends est juste et commune à tous les Peuples socialistes du monde.

Peuple tu as vaincu et tu vaincras toujours.

Je me nomme Bangoura Kerfalla, né le 1er Août 1942 à Wonkifong, fils de feu Bangoura Karifa et de Hadja Camara Mabgè - Profession Directeur Adjoint de la SOPLEX - Suis marié à une femme - 3 enfants - Je n'ai jamais été condamné - Je n'ai pas accompli mes obligations militaires.

SUR LES FAITS

C'est en effet en Septembre 1965 que je suis devenu membre de l'organisation clandestine dont l'objectif principal était de renverser le gouvernement populaire guinéen en vue d'un changement du régime.

Le tout a commencé en Juin 1965 quand j'ai été surpris par Joseph Amine dans son bureau entraîné de lire une lettre que Baba Camara lui avait adressée. Dans cette lettre Baba disait notamment : Je prendrai toutes mes responsabilités dans le cadre de mes attributions. Le secteur économique qui m'est confié rapporte à la guinée plus de 3.000.000.000 de francs guinéen en devises.

Surpris par Amine, je n'ai pu lire que ce passage. Cette lettre devait être importante. En effet, informé par Amine de l'incident, Baba m'a dit ceci : « Tu es très jeune pour t'amuser avec le feu. Amine a décidé de te mettre à la porte à cause de ta trop grande curiosité. Ne recommence plus ce que tu as fait hier et va présenter de ce pas des excuses à Joseph Amine. Désormais tu feras tout ce que Joseph Amine te demandera de faire tout en gardant le silence ». J'ai effectivement présenté des excuses à Amine.

Deux mois après cet incident Baba Camara m'a dit : Nous t'avons mis en observation depuis notre entretien de Juin dernier. Il est établi que tu es un garçon sérieux. En effet, nous avons une mission très importante à accomplir. Toutes les dispositions sont déjà prises ; il s'agit de l'avenir de la Guinée. La France doit revenir pour nous aider. Je voudrais que tu sois parmi les privilégiés de la nouvelle situation qui va être créée. Il y a des ministres qui sont membres des commissions créées à cette occasion, tels que : Diop Alassane, Saïdou Conté pour ne citer que ceux-là. Viens avec nous sinon tu regretteras. Moi qui te parle, je suis relativement petit dans l'Organisation. Si tu acceptes, je vais en informer mes camarades et il est certain que tes conditions matérielles vont s'améliorer.

1^o - Dans l'immédiat, nous allons faire achever la construction de ta maison dans un délai d'un mois.

2^o - Compte tenu de ton salaire mensuel qui n'est que de 60.000 francs, je te ferai accorder en plus des primes, par Amine. Je suis certain que la réussite de notre entreprise sera totale. C'est ainsi que j'ai alors donné mon accord à Baba Camara et il m'a invité à aller me présenter à Amine.

A cette liste, j'oubliais d'ajouter les noms des compli- ces qui sont : El Hadj Bangoura Terera, Fruitex ; El Hadj Fofana Morigbè, Comité Dramé Omar ; Sylla Abou, Fruitex ; Michel Amine ; Bangoura Alkaly, J.R.D.A. ; Diallo Laho, Responsable J.R.D.A. Conakry I (2eme Arrondissement)

Notre organisation travaillait aussi avec les Services Secrets Français et avait pour objectif principal le sabotage économique. En plus de son rôle de coordinateur, Thiam Baba Hady devait sans retard assurer le règlement des accreditifs pour les commandes passées par Amine, commandes pour lesquelles Amine percevait des commissions. Gnan Matos favorisait les découverts au profit de la SOPLEX. C'est grâce à ces découverts que Amine faisait vivre notre réseau. La coordination de toutes nos activités était assurée par Amine, Baba Camara et Thiam Baba Hady.

Personnellement j'étais chargé de la liaison entre les membres de notre groupe. Je devais en outre accorder la priorité aux planteurs étrangers au détriment des planteurs guinéens pour les récompenser. Les conséquences directes de notre action dans le sabotage économique ont été la chute vertigineuse de la production bananière et fruitière en Guinée : 80 milles tonnes à 15 milles tonnes. Les engrais et autres produits de traitement des plantations étaient commandés avec retard. Tout était mis en œuvre pour retarder les commandes de pièces et des engins agricoles. Toutes les commandes de l'O.F.F.I.B.A.N.A.N.E, d'AGRIMA passaient par Joseph Amine qui a effectué une mission en Allemagne Fédérale auprès de la maison Klochner pour le compte du Secrétaire d'Etat aux Transports. C'est ainsi qu'il a négocié l'achat de petits bateaux et des bacs en Allemagne Fédérale. Il devait percevoir des commissions à cet effet.

J'ajoute qu'un jour Bangoura Kassory m'a chargé d'intervenir auprès de Amine pour qu'il lui trouve une somme de 500.000 francs en devises. Amine a donné son accord, mais pas pour la totalité de la somme demandée. Par la suite Kassory est venu personnellement le voir. Je ne sais pas s'il avait eu entière satisfaction. Le même Kassory avait acheté une voiture à un million de francs avec un employé de l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique. Le prix de cette voiture lui avait été prêté par Zaidan. Je ne connais pas d'autres cellules.

En tant que membre du réseau, j'ai bénéficié des avantages suivants : Une prime mensuelle de 35.000 francs de 1965 à fin 1966. Une somme de 500.000 francs guinéens qui m'a été versée le 19 Novembre 1970 au titre de rappel sur ma prime. Un prêt de 8.000.000 de francs guinéens pour la construction de ma maison. Une avance de 100.000 dollars qui devaient être versés au compte de Amine en France à mon bénéfice. Un appointement mensuel de 2.000 dollars qui devaient être également virés à

LA 5^{ÈME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

compte de Joseph Amine en France. Baba Camara et Amine avaient par ailleurs dit qu'ils me verseraient 1.000.000 de francs guinéens pour moi-même, 3.000.000 de francs guinéens pour les 15 jeunes dont le recrutement m'avait été demandé.

Par ailleurs, je devais bénéficier avec ma femme d'un séjour de 2 mois en France au frais de Joseph Amine. Les frais de ce séjour étaient estimés à 2.000 dollars.

QUESTION : Que savez-vous de l'agression du 22 Novembre 1970 ? Quel a été votre rôle dans la préparation, l'exécution de cette agression ?

REPONSE : Je dirai tout d'abord que Baba Camara et Amine m'ont repris en main après mon élimination du Comité National de la J.R.D.A. et m'ont invité à reprendre avec sérieux mon travail à la SOPLEX. Baba devait ajouter : « Je t'ai toujours dit de t'occuper de ton travail. Ce n'est pas à la J.R.D.A. que tu trouveras ton avenir ».

Depuis Novembre 1970, Baba Camara m'a dit qu'il y aura un renversement du régime. Il m'a demandé de recruter 15 jeunes. Il est alors reparti à Kissidougou. A son retour, le recrutement n'était pas encore fait. Il s'en est plaint et m'a dit que Kémoko était plus efficace que moi malgré son court séjour à Conakry.

Une semaine avant l'agression, Baba m'a parlé dans le bureau de Amine et m'a demandé de lui présenter les 15 jeunes dans la soirée du 21 Novembre.

Une décision de Amine, consistant à stocker 30 fusils à mon domicile avait été annulée par Baba qui a estimé que mon domicile situé en face de la Permanence Fédérale n'offrait aucune garantie de sécurité. Les fusils devaient rester chez Amine pour être distribués au fur et à mesure des besoins. Ces fusils ont été retirés le 21 Novembre 1970 par Baba. Je précise que d'autres armes étaient déposées chez Gusheïn Fadel comme réserve. Michel Amine devait aussi m'apprendre après l'agression que Baba Camara avait déposé 42 fusils chez Auperin Henry qui devait par la suite les placer chez un ami, agent de la plantation Yoko.

45 fusils ont été distribués par Baba. Le lieu de distribution choisi était : Kipé et la Minière derrière le bar-dancing.

Mon groupe devait recevoir 15 fusils. Le groupe de Téréna et Sylla 15 fusils. 15 autres fusils étaient en dépôt chez Fadel.

Dans la nuit du 22 Novembre 1970, le rôle que Baba Camara m'avait assigné consistait :

1⁰ - A faire vider complètement le camp de la Milice Fédérale.

2⁰ - A retirer les miliciens de leur lieu de garde le long de la corniche.

3⁰ - A maintenir la Milice au centre de la Ville

Laho m'a demandé pourquoi je ne me suis pas présenté au rendez-vous. Je lui ai répondu que je n'y suis pas allé parce que Diao avait pris ma voiture. Je rappelle que j'avais gardé sur moi deux armes dont l'une m'était destinée. Je voulais donner la 2ème à Sano Koblet, mais j'ajoute que je n'ai pas vu ce dernier. Je devais par la suite remettre les deux armes à Diallo Laho qui doit les conserver encore. Etant donné l'échec de l'agression je n'ai pas versé aux jeunes le reliquat de la somme qui leur était promise. Je leur ai remis 300.000 francs qui me restaient. Quand ils ont insisté, je leur ai dit de faire ce qu'ils veulent d'autant plus que le coup a échoué. Je précise que le 22 Novembre mes complices étaient Baba Camara, Mme Loffo, Diallo Laho, Bangoura Alkaly et les 7 jeunes envoyés à Kipé et à la Minière. Je ne connais pas ces jeunes, car je les rencontrais pour la première fois. Laho et Alkaly doivent les connaître. L'agression ayant échoué, j'ai mangé la cola avec Laho et Bangoura Alkaly et ai promis de ne jamais les dénoncer surtout que Baba Camara ne connaissait pas leur nom.

Je dois aussi signaler que j'étais en outre chargé de faire la cuisine le 23 Novembre pour nourrir les mercenaires. A cet effet, profitant d'une conférence des femmes de Conakry-I, le 20 Novembre 1970, j'ai pris contact avec des responsables féminines en leur disant que je veux organiser une grande manifestation « Mamaya » et qu'à cette occasion, je leur demanderais de m'aider à faire la cuisine. Je n'ai jamais expliqué à ces femmes qu'il s'agissait de faire la cuisine pour nourrir les mercenaires. Ne connaissant pas le fond, les femmes m'ont donné leur accord.

Quelques jours avant mon arrestation, certaines femmes me demandaient encore la date retenue par moi pour l'organisation de la « Mamaya ».

Après l'agression du 22 Novembre, j'ai revu Baba une seule fois dans le bureau de Michel Amine. Je lui ai demandé de me verser la somme qu'il avait promise aux jeunes, il m'a dit qu'il ferait le nécessaire, mais il n'en a pas eu le temps puisqu'il avait été arrêté à nouveau.

En 1966, les communications avec les agents extérieurs étaient assurées par Klichert, Auperrin Henry, Creulas et Joseph Amine qui se déplaçaient très fréquemment à l'extérieur.

Les principaux organisateurs du Front anti guinéen que je connais sont : Baba Camara, Docteur Conté Saidou et Naby Youla.

Pour prouver ma bonne fois, je veux ajouter les renseignements suivants :

1⁰ La secrétaire de Joseph Amine, Mme Maj de France-Cable a démissionné de la Soplex, parce que disait-elle, elle ne veut pas d'histoire.

2⁰ Quand j'ai été nommé le 1er Juin 1971, Directeur adjoint de la Soplex, j'ai constaté en feuilletant le carnet

Camp, le Président de la République souhaitait ardemment qu'il soit élu au niveau du Comité. Nous avons agi dans le sens indiqué par Emile Condé et nous avons fait élire Kaman au Comité. Ensuite il s'est agi de pousser Kaman jusqu'au Bureau Fédéral. Les camarades Emile Condé, Aribot Soda et moi-même devions mener la campagne en sa faveur. Kaman lui-même n'est pas resté inactif puisqu'il aidait les comités de la section en leur prêtant les camions de l'Armée pour les séances d'investissement humain. Après un pointage, Emile Condé nous a dit qu'il fallait avoir 3 Comités sûrs et des éléments isolés dans les autres Comités. C'est ainsi que nous avons en vain tenté de faire élire l'équipe Kaba Abdoulaye au niveau du Comité Mamayimbé. Par la suite, j'ai été informé du Complot Kaman - Fodéba par Aribot Soda et Bangoura Kassory. Ce dernier m'a affirmé que le complot réussirait et qu'il me confierait une haute responsabilité.

Je précise que Kassory m'a informé du complot Kaman quand je lui ai présenté le plan du Camp de la Milice Populaire. Il a ajouté : « laisse tomber ça, le complot Kaman réussira ».

Un jour Aribot Soda m'a vu de passage devant sa concession. Il m'a invité à manger et il a téléphoné à Karim Fofana. Quelque temps après, sont arrivés Fofana, Baïdy Guèye, Kassory, Fodéba. Ensuite ils ont mangé en compagnie de la femme de Aribot Soda dénommée « Guinémangue ».

Après l'échec du complot Kaman - Fodéba, le Comité Directeur du 1er arrondissement a décidé d'épurer ses organismes dirigeants par l'élimination de tous les éléments suspects notamment Aribot Soda. Il a pris la décision de sanctionner Aribot Soda. Cette décision a été contrée par Bangoura Kassory soutenu par le Docteur Taran Diallo. Le Comité Directeur a été blâmé par le Bureau Fédéral. C'est depuis cette affaire qu'il y a eu divorce entre le 1er Arrondissement et le Bureau Fédéral. Poursuivant son objectif d'épuration, le Comité Directeur du 1er Arrondissement ne faisant plus confiance à son Secrétaire Fédéral a continué l'action qui a abouti à la liquidation de Bangoura Kassory à la tête de la Fédération de Conakry-I.

Je me souviens en outre avoir eu un entretien avec le camarade Gusheïn Fadel à l'hôtel Gbessia après l'échec du complot Kaman et l'arrestation de Fodéba. Au cours de cet entretien Gusheïn Fadel a déclaré : « J'ai perdu en Fodéba un de mes meilleurs patrons et je ne le pardonnerai jamais ». C'est tout ce que je connais du complot Kaman-Fodéba.

Question : Que savez-vous du réseau S.S. Allemands ?

Réponse : Jen'ai pas eu de relations directes avec le réseau SS Allemand. Les contacts avec ce réseau se faisaient au niveau de Baba Camara et Amine. Je sais que

au Jardin de Guinée. Enfin je devais tout faire pour démobiliser la Milice.

Pour exécuter cette mission, j'ai pris contact avec Sékou, responsable de la Milice Fédérale. Sans savoir la nature du travail que je voulais lui confier pour le Samedi 21 Novembre le camarade Sékou a refusé.

RECRUTEMENT : Pour recruter les jeunes, je me suis adressé à Bangoura Alkaly du Comité Ouremba Kéïta et Diallo Laho de la Section du 2ème Arrondissement qui m'ont donné leur accord. Ils m'ont demandé une avance en vue d'intéresser les jeunes. J'ai alors donné 200.000 francs guinéens. Le même soir, je me suis rendu à la Permanence de la Section, du 3ème Arrondissement où j'ai rencontré le camarade Koblet, Secrétaire Général de la dite Section. Je lui ai simplement dit que j'avais un travail pour le Samedi 21 Novembre à partir de 19 heures. Je précise qu'il ne savait rien du coup.

Il m'a répondu qu'il verrait s'il y a des possibilités et que si la tâche nécessitait sa présence, il viendrait lui-même. Je ne l'ai plus revu.

Dans l'après-midi du 21 Novembre 1970, j'ai effectué une promenade vers l'Aéroport en compagnie de Alkaly et de Diallo Laho qui étaient chargés du recrutement des jeunes. Sur le chemin de retour, je leur ai montré la maison de Baba Camara en leur disant : « C'est ici que vous devez envoyer les jeunes à 20 heures. Baba Camara nous y attendra. A 20 heures nous nous sommes effectivement retrouvés chez Baba : Laho, Bangoura Alkaly et moi.

Les armes ont été vidées de la caisse par Baba et mises dans un sac avant d'être embarquées dans une camionnette que Baba avait apprêtée. Il n'y avait que 7 jeunes dans la camionnette. Nous nous sommes embarqués à bord du camion et avons pris la direction de Kipé et de la Minière. A la hauteur du marché Belle-vue, nous nous sommes arrêtés pour prendre Mme Camara Loffo qui nous y attendait. Ensemble nous nous sommes rendus jusqu'à Kipé et nous sommes revenus à la Minière, derrière le Bar-Dan-cing. Là, Baba Camara a distribué les armes et les lampes torches.

Quand Diallo Laho a réclamé des munitions, Baba lui a répondu : « On vous a donné des armes pour vous confondre aux miliciens. Vous n'avez pas besoin de munitions. Votre rôle consiste surtout à faire des signaux lumineux avec vos torches. Avec ces torches les jeunes devaient faire 3 signes circulaires; compter jusqu'à 10 et recommencer l'opération. J'ai personnellement pris deux armes que j'ai placées dans le coffre de ma voiture. Quand je me trouvais dans ma maison, le camarade Baldé Diao a pris ma voiture et est parti sans m'informer. J'ai eu peur qu'il ne découvre les armes placées dans le coffre de la voiture. Nous sommes donc sortis à la recherche de Diao qui n'était ni chez lui, ni à l'hôtel Gbessia. J'avais de plus en plus peur. N'ayant pas eu la voiture à temps je n'ai pas pu aller m'acquitter du rôle qui m'était confié au niveau de la Minière. Plus tard, dans la journée du 22 Novembre 1970

* Campagne 1969-70 »
2ème tranche

TRIO-I : FF X : (Guspein Fadel — Fofana Agrima)

TRIO-II : FF X :

EDIA : FF X : (Elhadj Diané Ibrahima OBK)

Les transferts de 3 francs par kg de bananes et de 4 francs par kilo d'ananas n'étaient accordés qu'aux planteurs étrangers, mais les planteurs guinéens dénommés ci-dessus s'arrangeaient pour en bénéficier par l'intermédiaire de Joseph Amine au nom duquel étaient faites toutes les expéditions vers la France.

3⁰ Le Secrétaire d'Etat à l'Economie Rurale, Tibou Tounkara était sous la coupe de Joseph Amine qui pouvait par simple coup de téléphone lui faire changer de décision. C'est ainsi qu'il a fait annuler la mutation de l'Agent du service de conditionnement, Diarra.

4⁰ Joseph Amine entretenait des relations intimes avec le Docteur Nanamoudou quand ce dernier était Ambassadeur de la Guinée en France. Quand le Docteur Nanamoudou venait en Guinée, Amine était toujours prévenu par télégramme.

5⁰ Michel Amine m'a informé que son cousin Amine avait lié amitié avec le Gouverneur de Dalaba auquel il rendait visite (2 fois par mois).

6⁰ Le camarade Abou Camara, Directeur de Cabinet au Domaine Financier, entretenait lui aussi des relations intimes avec Joseph Amine qui lui avait donné une planification qui a été entièrement inondée.

Complot Petit Touré : J'ai été informé du complot Petit Touré par Baba Camara et Amine en Septembre 1965 dès après mon adhésion au réseau. Il m'a été confirmé au cours de notre entretien que la réussite serait totale.

Ils m'ont confié le rôle d'agent de liaison, rôle que j'ai effectivement joué entre Baba, Amine et les camarades Touré, ex-directeur de Guinexport, Soriba Yansané, Elhadj Morigbé, Elhadj Terna Bangoura, Michel Assaf, Aribot Soda, Ansou Conté, Fodé Mangaba qui était chargé de la liaison entre Conakry et Dakar, Fodé Mangaba a même pris l'avion à Conakry pour Dakar où il était chargé par Baba Camara de remettre un pli à Amara Soumah.

J'étais par ailleurs chargé de seconder Morigbé dans la démobilisation de la Milice. Les principaux responsables du complot Petit Touré étaient Fodéba et Baïdy Guèye.

Complot Kaman — Fodéba : J'ai été informé par Condé Emile qui m'a dit qu'il va y avoir un changement et que Kaman qui n'est pas connu de la population doit être élu. Emile m'a demandé de prendre contact avec les responsables du Comité M'Balia Camara. Il m'a chargé de faire venir le camarade Momo Doumbouya qui, selon notre sondage semblait être le favori pour les élections. A notre arrivée chez Condé Emile, nous y avons trouvé Kaman. A quatre nous nous sommes entretenus dans la chambre à coucher d'Emile Condé qui nous a demandé de favoriser l'élection de Kaman au sein du Bureau du Comité de base. Il a affirmé que ne voulant pas que Kaman soit élu au niveau du

Petit Barry de l'Information appartenant au réseau S.S. Président du Comité Mangue Gaduri et Barry Mamaou dit Allemand. Cela m'a été confirmé sur la route de Coyah par Soumah Issiaga qui disait avoir reçu sa part d'argent. Je précise que Soumah Issiaga était au courant du coup Tidianie et qu'il avait été recruté dans le SS Allemand par Barry Pierre. Quand on a arrêté Soumah Thierno, il a eu peur, persuadé que c'est lui et non Soumah Thierno qui était recherché au niveau de l'Education Nationale.

Je déclare ici que j'ai déposé en toute liberté et sans aucune contrainte. Je veux libérer ma conscience en espérant redevenir un digne militant de notre grand Parti invincible. Je jure que je n'ai accusé personne et que je suis prêt à toute confrontation.

Camarades membres de la Commission, j'ai dit toute la vérité sur ma participation à cette entreprise criminelle.

Je voudrais maintenant m'adresser au vaillant et invincible Peuple de Guinée.

Peuple de Guinée !

Tu as maintenant toute la lumière sur ma participation au complot que tu viens d'écraser. J'ai été trompé par deux vieux renards : Baba Camara et Joseph Amine, je regrette amèrement ce que j'ai fait et qui me déshonore aujourd'hui.

Peuple de Guinée ! Tu as fait de moi un homme libre le 28 Septembre 1958; mieux tu m'as mis à l'Ecole de la Révolution le 26 Mars 1959 en vue de faire de moi un homme au service de notre chère Afrique encore malheureusement exploitée par les forces du mal.

Peuple de Guinée ! Souviens-toi que mon père alors responsable R.D.A. dans la Région de Dubréka a été matraqué par les bandes B.A.G. de Baba Camara. Il devait mourir des suites des coups des bandits B.A.G. quelques temps après.

Néanmoins, je me suis retrouvé par la force des choses avec tes ennemis de tout temps. J'ai participé au sabotage de l'Economie Guinéenne, à la préparation et à l'exécution de l'Aggression du 22 Novembre 1970. Je le regrette du fond de mon cœur et te demande pardon.

Au père de la Nation, Responsable Suprême de la Révolution.

Grâce à ta pensée lumineuse, tu as organisé et mobilisé le Peuple de Septembre pour la libération politique, économique, sociale et culturelle de notre Nation.

Tu es l'éducateur sur lequel comptent tous les Peuples africains pour leur libération. J'ai fauté. Je te prie de m'accorder ta clémence. Je suis jeune, encore récupérable et transformable. Reprends-moi en éducation pour me donner la chance de me racheter.

En terminant ma déposition, je voudrais m'adresser à mes camarades jeunes en leur disant que seul servir honnêtement le Peuple paye. Il est aussi certain que la puissante révolution guinéenne triomphera parce qu'elle est basée sur le travail, la justice et la solidarité. Moi j'ai

LA 5^{ÈME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

fauté. Ne vous hasardez jamais sur le mauvais chemin que j'ai emprunté et qui me plonge dans une honte indélébile. J'ai en effet perdu mon bonheur et aussi l'argent pour lequel je me suis laissé entraîner. Cet argent ne profite ni à moi ni à ma famille, mais à l'escroc Amine au compte de qui il est versé. Baba Camara me chantait tous les jours que nous allions nous associer et être des grands industriels. Camarades jeunes, soyez, soyez bons militants et surtout ne négligez pas votre formation idéologique qui développe la conscience révolutionnaire.

Bangoura Kerfalla

TOUNKARA CELLOU
EX-INSPECTEUR DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES



Je me nomme Toumkara Cellou, fils de feu Toumkara

Il a commencé par se faire entourer de jeunes inspecteurs sans expérience et qu'il pouvait manipuler à sa guise. Il a alors mis sur pied une savante organisation de spoliation des commerçants. Les Libanais de Conakry et des régions en ont sans doute un triste souvenir. Mais Alata était gourmand. Il entreprit une tournée restée célèbre "tournée Alata" à travers toute la Guinée en infligeant d'énormes amendes aux commerçants africains. Ces amendes allaient de un à dix millions de francs guinéens. L'escroc financier se doublait de l'escroc politique car il devenait clair que l'inspecteur visait d'autres buts, mais il va de soi que l'amende ne frappait exagérément que lorsque Alata n'avait pas renfloué son compte personnel. Malgré ces scandales, Alata était parvenu à acquiescer la confiance du Chef de l'Etat car il se targuait de défendre les Finances publiques. Je dois dire qu'Alata couvrait son action de sabotage en se faisant passer pour le grand protecteur des deniers publics.

De l'Inspection Générale du Commerce, Alata a été muté à la Présidence comme directeur des Affaires économiques et financières.

A ce poste Alata volait moins, mais se qualifiait dans les manoeuvres d'escroquerie politique. Il acquiesçait de l'influence en se targuant de l'amitié et du soutien institutionnels du Chef de l'Etat. C'est à l'époque qu'il a renoué avec moi. Chaque fois que nous nous rencontrions, il tenait des propos malveillants et sur sa situation et sur la mienne. Il insinuait que des cadres aussi qualifiés que nous étions maintenus à des postes subalternes. Alata a rappelé que j'ai été tour à tour, coiffé aux différents postes que j'ai occupés. Il m'a appris, à ma grande surprise, que son seul rêve était d'obtenir le porte-feuille de Secrétaire d'Etat Financier.

Alata a prétendu que si nous n'obtenions pas ce que nous voulions, c'est que nous étions poursuivis pour notre liaison passée avec Barry III. Il m'a dit qu'il arrivait à surmonter ses difficultés financières grâce à des amis qu'il s'est engagé à me présenter. C'est ainsi qu'en Avril 1968 Alata m'a présenté son ami Eckert, un allemand travaillant aux Usines Militaires de Conakry dans son bureau. Après la présentation d'usage, Alata s'est éclipse sous le prétexte de se rendre à l'Institut Polytechnique de Conakry me laissant seul avec Eckert.

Eckert, aimablement s'est informé sur mes activités personnelles, les avantages que j'en tirais et de ce qu'il pouvait faire pour moi. Je l'ai remercié de cet empressement à me rendre service et cherché à m'en aller. Eckert toujours gentiment, m'a demandé de le rencontrer une prochaine fois.

La deuxième rencontre a eu lieu également au bureau

ATTENTAT TIDIANE KEITA

J'ai été informé de la préparation de cet attentat par Eckert quelques jours avant le coup.

Le plan lié à l'attentat Tidiane en cas de réussite du coup était l'occupation de tous les points stratégiques de la ville afin de neutraliser la réaction violente des militants. Or, nul n'ignore le grand amour que le Peuple a pour le Président Sékou Touré. C'est ce qui explique les soins minutieux que les Allemands ont apportés à la préparation de ce coup.

Comme organisateurs civils, on ne m'a parlé que de Diané (NET A SEC) et El Hadj Camara Boundou. Quant aux militaires, on ne m'a parlé de personne exceptés les officiers supérieurs de l'Etat Major.

LEÇONS TIREES DE L'ECHEC DU COUP TIDIANE

1⁰ Avec les complices guinéens. Le coup a échoué à cause de l'auto-défense du Chef de l'Etat.

2⁰ Avec Eckert. Le coup a échoué parce que Tidiane n'a rien respecté de tout ce qui lui a été prescrit.

Quant à l'agression du 22 Novembre 1970, j'en ai été informé par Eckert qui m'a demandé de rassurer les populations en disant que les mercenaires ne s'en prenaient qu'aux responsables du Parti et de l'Etat. Eckert m'a assuré que beaucoup de responsables y compris des membres du Gouvernement soutiendraient les agresseurs et qu'il suffirait de moins d'une demi-journée pour réduire la capitale. Eckert m'a cité : Baldet Ousmane, Barry III, Loffo, Magassouba Moriba, Boundou, Alata. Porry etc...

Je dois dire que le jour de l'agression même, la riposte du Peuple a été si fulgurante que je n'ai pas cherché à réaliser le programme qui m'avait été tracé. Aussi, de très bonne heure le 22 Novembre, après avoir participé au Comité M'Ballia Camara à la mobilisation des militants et à l'arrestation de trois mercenaires, je me suis rendu à la Fédération de Conakry I où j'ai fait partie du premier Etat-Major de la Fédération.

Je n'ai plus cherché à revoir Eckert, car connaissant le degré d'engagement des masses populaires, je savais la cause définitivement perdue.

Camarade Secrétaire Général du PDG,

Me voici dans les prisons de la Révolution pour fait de trahison et j'ai de très grand honneur de vous adresser cette lettre pour solliciter votre clémence.

J'ai été induit en erreur par Jean Paul Alata, homme sans conscience ni foi. Après avoir combattu ce type en 1961 quand il cherchait le poste de directeur au Trésor, en 1963 au Ministère d'Etat chargé de la Justice et du Contrôle

militaires. Je n'ai jamais été condamné.

Je reconnais avoir appartenu au réseau S.S. Allemand par l'intermédiaire de Jean Paul Alata. Je voudrais qu'il me soit permis, de parler tout d'abord de ce sinistre individu, source de mon malheur et de ma trahison.

J'ai connu Jean Paul Alata en 1955 quand il a été affecté à la Trésorerie de Conakry venant du Sénégal. Il était payeur de trésorerie et se disait socialiste S.F.I.O. et représentant du syndicat Force Ouvrière. Nous avons milité ensemble dans la D.S.G., créée par Barry III. C'est alors que Alata a demandé une mise en disponibilité pour s'installer en expert comptable à Conakry. Je dois avouer que c'est seulement à partir de cette époque qu'il apparut sous son véritable visage d'escroc qualifié aux méthodes scientifiques. En effet Alata truquait les bilans des Libanais et Syriens, de la plupart des maisons privées de la place tel que Constantin afin que ces derniers paient peu d'impôts à l'administration. Naturellement Alata a accumulé les ristournes à une cadence peu commune.

Il a joué ce rôle néfaste jusqu'à l'accession de notre pays à l'indépendance. Le sieur Alata avait pris goût à l'escroquerie et au détournement. C'est ainsi qu'il a usé de tous les moyens pour s'infiltrer dans le système financier guinéen dès la séparation des trésoreries française et guinéenne le 1er Janvier 1959. Il voulait à tout prix être nommé trésorier payeur général de la République de Guinée. Alata n'obtint point ce poste si convoité par lui et jusqu'à ce jour, il garde cette rancune. Nommé inspecteur des Affaires Administratives, il a toujours essayé de contrôler tous les services administratifs en faisant croire qu'il était le meilleur financier guinéen. D'ailleurs, il a tenté de nouveau en 1961 à se faire nommer Directeur du Trésor de la République. Sachant que j'étais aussi capable que lui il a cherché à m'écarter de ce poste, mais en vain puisqu'il a abouti à un nouvel échec.

Alata ne m'a pas abandonné pour autant. Il cherchait malgré tout à maintenir notre amitié. En 1963, nous nous sommes retrouvés, par un fait du hasard, comme inspecteurs des Affaires Administratives et Financières au Ministère d'Etat chargé de la Justice et du Contrôle Administratif et financier. Le connaissant, je me suis aussitôt rendu compte qu'il voulait une fois de plus, étendre ses tentacules au cours des inspections. J'ai attiré l'attention de mes supérieurs sur les méthodes d'Alata afin qu'il ne puisse pas être nommé inspecteur divisionnaire de Conakry et encore moins être chargé d'inspecter dans les régions. Jusque là, je ne voyais en Alata qu'un homme qui cherche à s'enrichir par tous les moyens, et y compris au détriment de l'Etat. Il est si rusé, si faux si subtil qu'il est parvenu à arracher le poste d'Inspecteur Général du Commerce. Il m'a annoncé cette promotion avec une joie illimitée. C'est à ce poste, qu'il s'est illustré comme agent saboteur de l'Economie.

au Peuple qui souffre. Eckert proposait de « réserver les liens de Coopération avec l'Allemagne Fédérale qui relèverait notre économie pour disait-il, amener plus de bien-être au Peuple et surtout améliorer les conditions matérielles des cadres ».

J'ai demandé à réfléchir à la proposition que Eckert m'a faite à savoir être un ami de l'Allemagne Fédérale. Nous en sommes restés là lors de notre deuxième entrevue, Eckert m'a demandé si j'avais réfléchi à sa proposition. Sans même attendre ma réponse, Eckert a enchaîné : « Pour améliorer votre condition de vie et celle de votre Peuple, un seul moyen s'impose : combattre le régime Sékou Touré par tous les moyens. Il a ajouté que je n'avais du reste rien à regretter puisque le succès était assuré compte tenu du nombre croissant de cadres qui coopèrent avec les Allemands ».

Après discussion, j'ai donné mon accord. Eckert m'a dit que j'étais prudent, voire méfiant et qu'il n'était pas satisfait de mon air inquiet et qu'il semble que je ne lui faisais pas confiance. J'ai mis Eckert en confiance en lui disant que le Peuple était trop patient, qu'il ne bénéficie pas de ses richesses immenses, que le Président Sékou Touré se laissait influencer par son entourage.

Pour en revenir au réseau S.S. Allemand, Eckert m'a demandé de fournir des informations sur la situation financière du pays, les résultats des inspections dans les entreprises d'Etat.

Les avantages consentis par Eckert à mon endroit étaient les suivants : 2.000 dollars par mois, 20.000 dollars comme provision.

Eckert avait promis d'ouvrir à mon nom un compte en Suisse. Il m'a assuré qu'il effectuait les versements régulièrement. Je dois donc disposer de 62.000 dollars aujourd'hui à ce compte dont le numéro ne m'a cependant pas été communiqué.

COMLOT KAMAN — FODEBA

C'est Eckert qui m'a parlé de ce complot, mais je ne me souviens plus de la date exacte. Le plan envisagé pour ce complot tendait à renverser le gouvernement était l'arrestation du Chef de l'Etat à l'Aéroport et la marche des blindés du Camp Alpha Yaya sur la ville pour neutraliser la population.

Les réseaux SS devraient favoriser la réussite de ce coup en montrant le domicile des membres du Gouvernement et des responsables du Parti pour les neutraliser aussi.

Je ne connais pas exactement la composition du Gouvernement Kaman-Fodéba. Seulement, il devrait comprendre des éléments extérieurs et intérieurs avec Fodéba comme Président.

tière du Commerce parce que j'avais constaté qu'il se livrait à un véritable sabotage économique, il a fini par me dire un jour que la vengeance est un plat qui se mange froid. Quand il a perdu son poste d'Inspecteur Général du Commerce par suite de la création du Contrôle Financier, il a cherché à renouer nos relations. Chargé de la direction des Affaires Economiques et Financières à la Présidence, il ne cessait de parler du Chef de l'Etat et de la confiance dont il jouissait auprès de lui.

Camarade Président, je ne sais vraiment comment m'adresser à vous tellement que j'ai honte. Je devais penser au moins aux conditions dans lesquelles vous avez autorisé ma femme à poursuivre ses études à l'Ecole de la Santé pour en sortir comme sage-femme d'Etat avant de m'allier au Diable.

D'autre part, depuis l'indépendance, j'ai successivement occupé les postes suivants :

- Percepteur — Receveur Municipal
- Trésorier Régional de Conakry
- Directeur du Trésor de la République
- Inspecteur Général des A.A.F.
- Commissaire Général Adjoint aux Comptes
- Inspecteur des A.A.F.

Je devais penser à toute cette sollicitude et à la confiance que vous me faites. Mais hélas ! je vous ai manifesté autrement ma gratitude.

Camarade Président, il est vrai que j'ai adhéré au réseau S.S. Nazi, mais je n'ai jamais été membre actif. Je savais du reste qu'on ne peut pas tromper la vigilance du Peuple de Guinée. Mon forfait a été d'avoir donné mon consentement à Eckert.

Camarade Président, je suis marié à 2 femmes, père de 8 enfants à bas âge qui sont actuellement dans la plus grande désolation, sans parler de leur honte. Aussi, je sollicite ton pardon en faisant appel à ta générosité et à ta compréhension proverbiale. Je te supplie de me récupérer afin que je puisse me réhabiliter auprès du Peuple de Guinée.

Comme dit un proverbe de chez nous, l'aveugle ne se laisse piétiner qu'une seule fois. Si vous me sortez de ce pétrin, non seulement je n'y retomberai jamais plus mais je serai l'un des meilleurs militants du P.D.G. partant de la Révolution que vous menez avec une très grande maîtrise.

Que le Tout-Puissant vous accorde une très longue vie et une santé de fer afin que vous puissiez conduire le Peuple de Guinée vers un avenir de plus en plus meilleur.

Toukara Cello

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

HENRY AUVERIN
EX-DIRECTEUR DE LA COOPERATIVE
BANANIERE DE GUINEE



Je me nomme Henry Auverin, fils de André et de Marthe Boizard né le 15 Juin 1925 à Corbigny (Nièvre), marié, deux enfants. Directeur de la COBAG (Coopérative Bananière de Guinée). Jamais condamné.

RESEAU FRANÇAIS

Mon adhésion au réseau français a été sollicitée par Kilcher, directeur d'une entreprise européenne d'importation de fruits tropicaux ; j'étais son collaborateur depuis 1951 à Conakry. Il avait une grande influence sur moi. Il m'a convoqué en Août 1966 dans son bureau parisien - 3 Rue Rossini, et m'a demandé si je serai d'accord de fournir aux services français de contre-espionnage, en me précisant par son intermédiaire, et que je n'aurai à connaître que lui, des renseignements sur mon activité en Guinée. Il m'a indiqué qu'une prime de 4.000.000 de francs CFA me serait allouée et serait renouvelable.

J'ai donné mon accord en Septembre 1966. Le programme exposé a été la nécessité de suivre attentivement la situation en Guinée (pour lui Kilcher ; dans le secteur agricole fruitier, surtout d'autres renseignements, narve-

Le degré d'accomplissement des tâches qui m'ont été confiées est très important en ce qui concerne les missions d'ordre général et total pour les liaisons avec la France et la Côte d'Ivoire.

Les agents de liaison dont je connaissais ou soupçonnais les activités semblables aux miennes sont :

AGENTS CONNUS :

— Pilotaz, Joseph Amine, Zechandler, Cruellos, Camara Baba, Conté Ansou.

AGENTS SOUPÇONNES :

— Fadel Ghoussein, Michel Amine, Gnan Félix Mathos.

Tous ces agents, de par leurs occupations professionnelles, effectuaient de fréquents déplacements hors de Guinée.

Quant aux autres membres du réseau français que je connaissais en voici la liste :

— Kilcher, Pilotaz, Joseph Amine, Gemayel, Zechandler, El-Hadj Fofana, Camara Balla, Camara Baba, Naby Youla.

PRESUMES :

— Dr. Héricord, Fadel Ghoussein, Drablier.

A titre de confirmation de mes déclarations, je pourrai présenter ici certains de ces agents à travers leurs activités dans le réseau.

Kilcher : élément de coordination, de liaison et de recrutement. Il disposait des moyens financiers, moyens qui ont servi également pour Baba Camara et El-Hadj Fofana, Joseph Amine, Pilotaz.

Pilotaz : élément de liaison, très intime avec Balla Camara. Ils se rencontraient en France.

Joseph Amine : élément de liaison, très lié avec de nombreux guinéens, intime avec Gemayel. Cependant il était beaucoup plus actif au sein du réseau allemand que du réseau français.

Naby Youla : J'ai appris par Gemayel qu'il était membre du réseau français, mais je ne l'ai jamais rencontré. J'ai bien sûr appris qu'il était l'organisateur du complot du 22 Novembre 1970 et candidat à la succession du Président Ahmed Sékou Touré.

W. Gemayel : élément de liaison, de recrutement et de coordination, en relation directe avec Naby Youla. Il disposait de moyens financiers importants tant en Guinée qu'à l'extérieur. Il connaissait beaucoup de guinéens, de libanais et d'étrangers. Son action à lui aussi était plus importante au niveau du réseau allemand que dans le réseau français.

Zechandler : Certainement un agent de liaison et de recrutement du secteur industriel. J'ignore son correspondant. J'avais peu de sympathie pour lui, et ne le fréquentais pas, quoique l'ayant souvent rencontré chez Gemayel.

Dr. Héricord : J'ai eu la certitude de son appartenance au réseau français à travers une affaire de transfert d'argent au niveau de l'Ambassade de France, lui aussi

nir des renseignements politiques et économiques pour le secteur fruitier principalement. J'ai donné mon acceptation en Décembre 1968.

Les appointements proposés ont été de 2000 dollars par mois, puis des avantages matériels possibles pour mes plantations, entretien, matériel roulant, irrigation, cession de matériel de provenance ouest-allemande.

Les tâches générales qui m'ont été assignées ont été de fournir des renseignements politiques et économiques principalement pour le secteur fruitier.

Les tâches particulières ont été en fait les suivantes : vanter les réalisations ouest-allemandes en République de Guinée ; dénigrer les réalisations des pays de l'Est, notamment et surtout de la D.D.R., déclarer la mauvaise qualité des produits de même provenance, lui imputer la chute de la production bananière.

Fournir l'état d'avancement des accords de clearing secteur fruitier, avec les pays de l'Est. Les objectifs généraux du réseau étaient le renversement du régime, puis la main mise économique sur le pays.

Les membres du réseau ouest-allemand que je connais sont :

Gemayel, Joseph Amine, El-Hadj Fofana, Baba Camara, Néhme Abdallah, Joseph Zaidan, Thiam (BGCE), Théo Soumah, Gnan Félix Mathos, Ibrahim Baldé (douanes).

La maison de Gemayel était un lieu de prédilection pour les rendez-vous du réseau ouest allemand. C'est ainsi qu'en Mai 1970, il y a eu une discussion avec Seibold qui a parlé d'existence de stocks d'armes à son niveau et de préparation éventuelle d'une opération militaire pendant l'été.

En Novembre 1970, et Décembre, plusieurs réunions avec l'ambassadeur de la R.F.A. Lankes ont eu lieu au cours desquelles ont été traitées les raisons de l'échec du 22 Novembre 1970.

Le 23 Décembre 1970, j'ai vu Seibold chez Gemayel, mais je n'ai pas assisté au dîner qu'ils ont pris ensemble. A travers ces différents contacts, j'ai pu me faire une idée précise de l'activité des principaux agents du réseau ouest-allemand.

Gemayel : Coordonnateur, élément de liaison entre l'Etat-Major des réseaux et les effectifs guinéens en raison de sa grande connaissance du pays.

Joseph Amine : Renseignements économiques, industriels et financiers, corruption.

Joseph Zaidan : élément de liaison entre sa région et Gemayel d'une part et Seibold d'autre part.

Mélhem Malkoun : rôle identique pour la Région de Mamou.

SUR LES DIFFERENTES PHASES DU COMLOT ANTI-GUINEEN

Ayant adhéré au réseau français en 1966 et ouest-

que provisoire.

Il m'a été demandé de fournir principalement :

- la programmation mensuelle des navires fruitiers
- Le chargement exact de ces navires (quantitatif et qualitatif),
- le contenu des accords fruitiers passés avec les pays de l'Est,
- l'application de ces programmes par les partenaires de la Guinée,
- l'état d'esprit et le comportement des planteurs guinéens, le plan d'installation et les objectifs de la Société Sifra-Coficomex.

— vers Octobre 1968, il m'a été demandé de fournir un rapport mensuel sur l'évolution politique du secteur fruitier et sa dégradation.

— de commenter et diffuser largement la différence de rentabilité des exploitations fruitières ivoiriennes et guinéennes, la différence en prix et qualité des produits nécessaires à ces exploitations. Il est possible de lier ces changements à la décision de mener une campagne d'intoxication ou de sabotage économique en Guinée.

Les tâches suivantes m'ont été assignées :

- propagande en faveur des intérêts français,
- renseignements et diffusion d'informations en ce qui concerne la Guinée,
- dans le cadre professionnel, des actions de sabotage économique, telles que :
 - retard dans les fournitures des engrais et divers produits, huile de traitement, acaricide, etc...
 - de leur supprimer ou diminuer les crédits de campagne,
 - de déclarer que la mauvaise qualité des fournitures des pays de l'Est est la cause de la dégradation des plantations,
 - d'accuser les traitements avion de cette même cause,
 - enfin de fausser les problèmes chaque fois que possible.

— de déprécier la monnaie guinéenne, la rendant responsable de l'absence des produits nécessaires aux exploitations ou de leur rareté, de leurs prix élevés par rapport aux prix ivoiriens, de sa non convertibilité entraînant des cours de change exorbitants, etc...

En ce qui concerne la corruption, je la pratiquais au niveau de l'Office de la banane à l'échelon direction et service fournitures et au Quai (service embarquement). Je disposais pour cela d'un budget d'environ 2.000.000 par an de francs guinéens complablisés à la COBAG sous la rubrique « Dons » et « Gratification ». Cela me permettait de mener la politique de discrimination entre les planteurs étrangers et guinéens évoqués ci-dessus. Je reviendrai plus loin sur le sabotage économique.

J'ai été par deux fois prié de faire connaître à Kilcher, des programmes de déplacement de Baba Camara, indication des dates de passage à Paris ou à Marseilles où il désirait le rencontrer. Je transmettais ces renseignements lors de voyages à Paris ou à Abidjan.

El-Hadj Fofana : Inimé de Gemayel. Je ne l'ai pourtant pratiquement jamais vu chez lui ; leurs contacts se situaient au bureau et aux usines de Gemayel, qui m'a dit qu'il lui coûtait cher en voiture et avec la mosquée du Km 16. Il était, je pense l'élément informateur de Gemayel ou de liaison de ce dernier dans les milieux strictement guinéens.

Camara Balla : jouait le même rôle qu'El-Hadj Fofana avec Pilotaz et Gemayel. J'ai appris par Pilotaz qu'il transmettait des renseignements d'ordre économique quand il était ministre du Commerce. Pilotaz obtenait à cette époque de choses difficiles à acquérir (véhicules, billets avion, ravitaillement, etc...)

Camara Baba : élément très actif au sein de la subversion guinéenne, intime de Joseph Amine, de Kilcher. Il a rencontré ce dernier à chacun de ses voyages à l'extérieur. Il m'a plusieurs fois demandé d'intervenir pour que Kilcher lui cède une des plantations. Il voulait obtenir la SCACI à Manéah qui appartient à Kilcher et Pilotaz. Je ne l'ai perdu de vue que quand il a été nommé à Kissidougou.

RESEAU OUEST-ALLEMAND

J'ai rencontré la première fois Von Thiessein chez Gemayel au cours d'une réception en Mai ou Juin 1968 environ. Nous avons parlé de nos occupations respectives. Il m'a proposé la visite des Usines Fritz Werner. Ce qui eut lieu dans la semaine suivante en compagnie d'un responsable dénommé Eckert.

Je retrouve Von Thiessein à mon retour de congé en Octobre 1968. Je l'invite ainsi que Eckert à passer un dimanche à Covah pour visiter ma plantation. Au cours de cette visite, Von Thiessein me dit être intéressé de voir une plantation de près. Sa direction envisageait des investissements considérables dans cette profession pour en assurer le redressement et l'extension en République de Guinée avec le concours du gouvernement ouest-allemand.

Je discute de cette information avec Gemayel qui me propose de rencontrer l'ambassadeur ouest-allemand, Haas à l'époque. Ce qui eut lieu chez Gemayel quelques jours après. L'ambassadeur confirma le projet et me dit qu'une importante mission Fritz Werner et gouvernementale ouest-allemande était envisagée.

Von Thiessein me rend à nouveau visite et m'avise de l'intervention de Haas et Gemayel. Il confirme l'arrivée prochaine de sa direction générale.

Les arguments évoqués pour mon recrutement ont été d'abord personnels. Situation à haut salaire (2.000 dollars par mois), ensuite économiques, redressement de la culture bananière, création de nouvelles zones pour cette culture (Boké et son Port), assurance du débouché ouest-allemand pour la production. Puis politique, puisqu'ensuite Von Thiessein me déclare que bien sûr ce projet ne pourrait intervenir que dans un contexte politique et économique différent du contexte actuel ; que mes fonctions pourraient commencer de suite, puisqu'elles consisteraient à lui four-

du dernier complot Petit Touré, exposé qui m'a été fait par Joseph Amine.

C'est par lui que j'ai appris que ce complot avait été en réalité monté en sous-main par Kéïta Fodéba avec le soutien de l'Ambassadeur de France.

La découverte du complot était déjà vieille d'une année, il s'est borné à m'expliquer que l'échec subi était le fruit :

- du comportement dissimulé du véritable animateur du complot,
- des conflits de personnes, notamment entre Fodéba et Petit Touré.

— d'un manque de coordination avec les services français, par la faute disait-il de l'inexpérience de Moutet qui avait sur-estimé la popularité de Petit Touré, et qui s'étant ainsi montré incompetent, fut remplacé, mais trop tard par Lanquétin.

Joseph Amine en a profité pour m'informer qu'il s'agissait maintenant d'envisager une action mieux préparée et plus rationnelle en créant en priorité un noyau directeur plus efficace. Ce qui amena un transfert du centre de gravité de l'opération au niveau de l'Etat-Major de l'armée.

Aussi, n'ai-je pas été étonné en Février 1969 de rencontrer un jour dans le bureau de Joseph Amine, Baba Camara. Nous trouvant seuls, Joseph Amine en a profité pour placer la conversation sur le terrain de l'imminence d'un coup d'Etat. Ce coup d'Etat semblait être le pendant de celui qui venait de se dérouler au Mali.

D'après Baba Camara et Amine, plus haut placés que moi dans les réseaux français et ouest-allemand, ce coup avait été organisé principalement par l'Allemagne de l'Ouest.

En effet, il m'a été dit ce jour-là, que Fodéba était le poulain de la République Fédérale d'Allemagne, et s'appuyait principalement sur les éléments guinéens formés dans ce dernier pays. Tous ces officiers étaient également membres du réseau ouest-allemand. Parmi les principaux instigateurs, civils et militaires, outre le Ministre Kéïta Fodéba et le Colonel Kaman Diaby, on m'a cité : Fofana Karim, Barry III, Baïdy Guéye, Camara Baba, El Hadj Fofana.

Il m'a été dit que les éléments guinéens que je savais en pleine organisation en Guinée et à l'extérieur, étaient en étroite collaboration avec les groupes des réseaux allemand et français. Ces réseaux mettaient sur pied des détachements armés.

Aussi bien auprès de Gemayel que Joseph Amine et de Camara Baba, j'ai eu confirmation par la suite, que l'échec du complot Kaman-Fodéba a été consacré en plusieurs étapes.

Après l'arrestation des parachutistes de Labé, il a été déploré le manque de réaction totale des officiers. Ils ont dès lors considéré que cela posait un véritable problème de base. Le drame était selon le réseau, que le même fait se renouvelait. Les arrestations s'opéraient sans aucune diffusion.

LA 5^{ème} COLONNE PASSE AUX AVEUX

J'avais depuis 1962 de fréquents rapports à Conakry avec Maître Bouquet. Maître Luys Bouquet, ami intime par ailleurs de Barry III semblait être un avocat d'Affaires. Ses plus gros clients, en dehors des sociétés françaises, étaient des sociétés allemandes. Pendant toute cette année 1962, il avait mené à Conakry les négociations pour la formation de CONSAFRIQUE.

De juin à octobre 1962, mes entretiens avec Bouquet ont pris un tour différent par l'introduction d'appels à mes sentiments patriotiques français.

Il m'a demandé de ne pas hésiter à jouer le rôle de trait d'union entre la Guinée et la France, rôle que ma position politique jugée privilégiée en Guinée me prédisposait à tenir.

Pendant la même année, au cours d'un bref séjour à Paris, j'ai également été pressenti par M. Lubovitch, dirigeant de COFRAMET, Campagne Française des Métaux parainée par Roland Pré.

Lubovitch, après m'avoir présenté l'affaire Consafrique, sous un jour favorable, m'a rappelé ma situation personnelle en France. D'après lui, le gouvernement français ne me pardonnait pas encore, d'une part d'avoir fait la guerre au sein d'un réseau britannique au lieu des mouvements de résistance français et d'autre part d'avoir refusé les propositions "qui m'avaient été faites à la veille du référendum.

En effet, en août et septembre 1958, j'avais fait l'objet de pressions par les administrateurs Verdier et Brouin de Labé, l'officier de gendarmerie Brousse et le planteur De Laurence pour trahir le PDG à l'occasion du référendum en poussant dans la région de Labé, la population à voter OUI.

En 1962, Lubovitch m'indiqua que ce serait un très bon point pour moi si je réussissais à faire adopter le projet de Consafrique. Cela me permettrait de rentrer dans les bonnes grâces du gouvernement français.

En fait, le projet Consafrique fut adopté et approuvé par l'Assemblée Nationale guinéenne, mais finalement dénoncé un peu plus tard.

En juin 1963, j'étais dans un triste état à la clinique de Passy à Paris quand je reçus la visite de Bouquet en compagnie de Carcassonne-Leduc, compagnon de la Libération, attaché au cabinet du Général De Gaulle.

Je dois rappeler que les services secrets français (SDECE) relevaient directement des services de l'Elysée. Je leur donnai mon accord pour appartenir désormais à ces services.

Je dois dire que je n'avais pas du tout conscience à cette date de trahir la Guinée. En effet, comme je l'exposai, le programme qui m'était soumis portait à l'époque exclusivement sur la maintenance de la présence française dans les domaines économique, culturel et politique. Pour me décider, Carcassonne-Leduc me rapporta une phrase du

— COFICOMEX.

A propos de cette dernière entreprise, je dois signaler qu'elle était l'objet d'une certaine méfiance de la part du gouvernement français mais que les services secrets français la soutenaient quand même, d'une part parce qu'elle négociait avec la Guinée des marchandises françaises, d'autre part à cause de la présence au sein de cette société de M. Bourgoin, son premier représentant en Guinée. En effet, M. Bourgoin de Coficomex était le frère de Mme Diethelm, déjà citée. L'ingénieur Bourgoin de Consafrique était son second frère.

Mon rôle comportait aussi une action permanente sur Fria. Pour la protection des intérêts du Cinéma français, j'étais mandaté en permanence également par les services secrets français étant donné mes activités professionnelles. Je précise que la distribution et l'exploitation cinématographique en Guinée étaient théoriquement partagées entre deux sociétés.

— La Comacico dirigée par Jacquin assisté de Torre. Ce dernier, membre des réseaux français est un ancien administrateur français déjà expulsé du Vietnam et du Cameroun.

— La Secma avec Mockaert et Jeandey qui en est le directeur général pour l'Afrique. Jeandey, ancien officier F.F.L. couvrait un certain nombre de correspondants du réseau français en Guinée. Sans que j'aie jamais traité ouvertement avec Torre et Jeandey aucun de nous trois n'ignorait les activités des deux autres. La règle du jeu était d'échanger les informations sans paraître le faire. J'affirme ici que ces deux sociétés qui ont d'ailleurs fusionné récemment pour leurs réseaux africains sont entièrement politisées. Leurs intérêts sont étroitement liés à la politique gouvernementale française en Afrique.

Je vais maintenant retracer l'essentiel de mes activités :

— D'une part en France pendant de nombreux séjours que j'y ai effectués en indiquant les contacts que j'ai pu y prendre et la substance des principales conversations que j'ai eues avec ces contacts.

— D'autre part en Guinée où j'indiquerai tous les éléments dont par des conversations sans équivoque, je puis affirmer l'appartenance aux réseaux subversifs. Je précise que je communiquais à chaque voyage en France ou lors d'un passage de Jeandey ou de Torre, les identités de ces camarades pour qu'ils soient définitivement incorporés au réseau s'ils ne l'étaient pas déjà.

ACTIVITES EN FRANCE

Le premier séjour où j'ai eu vraiment une activité pernicieuse date de novembre 1962 à mars 1963. Mes conversations qui devaient aboutir à une adhésion totale au réseau français ont eu lieu avec Maître Bouquet.

Au cours d'un deuxième séjour de juin 1963 à octobre 1965, et malgré mon état de santé extrêmement déficient, j'ai donné mon accord et j'ai connu le rôle exact

Des mercenaires anti-guinéens étaient recrutés avec une aide massive de la RFA, de la France et du Portugal. Les moyens mis en jeu seraient considérables. Un réseau d'accueil était déjà prêt en Guinée et parfaitement organisé. Ce qui était très important est qu'il avait obtenu le feu vert absolu des USA.

Il m'a même précisé que lui-même, Naby Youla suivrait les opérations en personne sur l'un des bateaux de transport de troupes et que dans son plan, il débarquerait à Conakry dans les 24 H 00 au plus tard après l'agression.

D'après notre conversation, tout paraissait être prêt pour l'essentiel. Il restait à préciser les détails, établir le plan complet et consulter tous les partenaires intéressés sur ce plan. Il m'a demandé de donner mon aide à cette opération. J'étais d'ailleurs prêt à le faire et j'aurais accompli n'importe quelle mission. Mais j'ai fait un compte-rendu à De Nattes et sollicité les ordres en exprimant le désir de collaborer activement à cette action. Naby Youla avait manifesté quand même envers moi une certaine retenue en attendant probablement que je lui confirme ma volonté d'agir. Notamment il ne m'avait pas donné la date exacte de l'opération. De Nattes m'ordonna formellement de me tenir à l'écart pour l'instant.

Je n'ai pas été content de cette position, mais j'ai obéi. J'ai pensé un moment qu'il s'agissait d'une absence de confiance totale puis j'ai compris que De Nattes me gardait en réserve en cas d'échec.

ACTIVITES EN GUINEE

Depuis mon adhésion au réseau, je suis resté en Guinée pendant les périodes suivantes : avril et mai 1963, novembre 1965 à juillet 1966, octobre 1967 à octobre 1968, février 1969 à Décembre 1969 et à partir de février 1970 jusqu'à la date de mon arrestation. Ces interruptions fréquentes jointes à mon état de santé expliquent que je me sois consacré exclusivement à un rôle de renseignements et de préparation psychologique des cadres guinéens à toutes actions qui pouvaient être intentées contre le régime.

Je vais citer ci-dessous les principaux de mes interlocuteurs dont je puis affirmer en toute conscience qu'ils sont agents du réseau et de la subversion.

1^o Guinéens :

Diop Allassane : il a été le premier des responsables guinéens à collaborer ouvertement avec moi à tous les postes qu'il a occupés depuis les P.T.T. et l'Information.

Je puis affirmer que Diop Allassane presque autant que Keita Fodéba appartenaient à tous les phénomènes subversifs qui se sont déroulés en Guinée depuis que j'y suis

Général de Gaulle qui aurait dit : « Il ne faut pas que la Guinée devienne un désert français ».

Je précise tout de suite que ce programme s'est complètement transformé à partir de l'adoption de la Loi-Cadre 1964 jusqu'à celle de 1968 qui consacra l'orientation du PDG vers le socialisme.

Ce programme s'est alors transformé en action de subversion et ma propre activité est devenue ouvertement une série d'actes de trahison qui a fait de moi un agent de la subversion.

Je précise cela immédiatement pour indiquer que je ne cherche pas à minimiser mon rôle, me considérant comme parfaitement responsable de tous les actes couverts par les activités du réseau français même si, ma maladie d'une part et le rôle particulier qui m'a été assigné d'autre part m'ont écarté de l'action et parfois même de la connaissance de certaines circonstances. Mon désengagement vis-à-vis de la Révolution guinéenne se situe à mon éviction de l'Assemblée Nationale en septembre 1967.

Dès lors j'aurais accepté n'importe quelle mission. J'avais accompli mon cycle de trahison. En effet, à mon recrutement, Car cassone-Leduc m'a demandé de ne pas m'immiscer dans les zones où je n'avais rien à faire et de me limiter à mon rôle.

Pour en terminer avec les conditions de mon recrutement, au service secret français, je citerai un déjeuner où j'ai été invité par Bouquet et Car cassone-Leduc à Paris. J'ai été alors présenté à Madame Diethelm, veuve de l'ancien ministre de la Guerre et chef du secrétariat du Général De Gaulle. Ce fait prendra tout son relief à la suite de mon exposé.

Pour traiter la question des appointements, il ne m'a pas été promis de fixe. Mais je demandais des francs français quand j'en avais besoin. En particulier mes notes de clinique et d'hôpital ont été réglées par les services secrets français.

A mon estimation, j'ai dû percevoir environ 10 millions d'anciens francs, à partir de mon recrutement. Ensuite il m'avait été fermement promis un très grand poste si le projet Consafrique pouvait passer aux réalisations. Quant à mon rôle dans ce premier stade de mes activités, je devais aider à la survie de toutes les affaires françaises subsistantes en Guinée.

Surtout, je devais tout faire pour favoriser l'introduction de nouvelles affaires françaises en menant à bien les négociations par mes connaissances dans les milieux politiques guinéens. C'est ainsi que dans ce cadre, j'ai eu successivement à appuyer les efforts de :

- La Consafrique (pour constitution d'une nouvelle Société Mixte).
- La Compagnie Minière (pour éviter sa liquidation)
- Soframine et Sofrerail (pour la signature de divers contrats).
- La C.S.F. (Compagnie de Télégraphie Sans Fil) qui avait un projet très vaste d'installation de réseaux télégraphie et téléphone.
- Les supermarchés avec les grands magasins du Printemps.

de Mme Diethelm, lors d'exposés plus haut.

Je dois signaler qu'on devait en octobre 1963 me présenter, dans le cadre de mes activités secrètes, au ministre Yvon Bourges, mais mon départ précipité pour la clinique de Chateaubriand où je devais passer deux ans a fait échouer ce projet.

Sur mon troisième séjour en France, d'août 1966 à septembre 1967, je dois communiquer à la Commission les deux faits suivants :

1^o — Je suis passé sous le contrôle de De Nattes ancien gouverneur des colonies, membre de l'équipe Cornut-Gentille et dont les occupations officielles étaient l'implantation de grosses affaires commerciales (Supermarchés notamment).

A partir de ce moment, c'est à lui seul que j'ai eu à rendre compte de mes activités.

2^o En novembre 1966, De Nattes m'a conseillé de voir Naby Youla en m'indiquant que sa boîte aux lettres à Paris était le tailleur Hérois. J'ai donc téléphoné à Hérois dans le bureau duquel j'ai rencontré Naby Youla. Il m'a principalement endoctriné sur l'action contre le Parti et surtout contre son Chef, le Président Ahmed Sékou Touré. J'en ai fait le compte rendu à De Nattes qui m'a indiqué que Naby Youla n'avait pas l'air très actif pour l'instant.

Mon quatrième séjour à Paris à l'hôpital Beaujon a duré de novembre 1968 à Janvier 1969. Outre De Nattes mon officier traitant, j'ai eu à m'entretenir sur les problèmes économiques du réseau avec Henri Polad de la Régie française du cinéma. Pour les problèmes politiques, j'ai téléphoné à Hérois et Naby Youla m'a rendu visite à l'hôpital Beaujon.

De mon entretien avec Naby Youla, il ressort qu'il commençait à monter une action d'envergure en rassemblant tous les éléments guinéens du réseau français. Il s'est plaint ouvertement de l'existence de divers clans et des difficultés qu'il avait pour obtenir l'unité. Il y avait des clans ethniques, des clans géographiques (Abidjan-Dakar-Paris) et pour corser le tout, des escroqueries monumentales avaient été constatées, dont une avait provoqué le départ de Charles Diané à Monrovia après avoir dilapidé les fonds secrets anti-guinéens.

Parmi les principaux meneurs, il m'a cité Sow Alpha Ibrahim, Siradiou Diallo et Kaké. Naby Youla n'avait encore rien fait mais il se préparait à agir. Il bénéficiait du soutien total du gouvernement français dont il percevait une pension mensuelle substantielle et il m'a rappelé ses sympathies très étroites en Allemagne Fédérale où il se rendait très fréquemment. Je dois signaler, qu'il s'était plaint devant moi de l'opposition des Etats-Unis à une action violente à laquelle le réseau français pour sa part paraissait dès lors déterminé.

Je suis allé en France pour la dernière fois en janvier 1970, et j'ai eu, cette fois-ci à l'Hôtel France et Choiseul Rue St. Honoré un entretien extrêmement important avec Naby Youla. Il m'a expliqué que le réseau français avait mis au point un projet d'agression de la République de Guinée avec des bases de départ au Sénégal et en Guinée-Bissau.

Camara Bengaly : par l'intermédiaire de Bangoura

Karim. J'ai pu, lorsqu'il était à l'Information, constater notre complète identité de vues. Comme j'étais son attaché de Cabinet, je puis affirmer qu'au cours des conversations, il ne m'a pas caché son désir absolu de s'appuyer sur la France.

Baldet Ousmane : là également toutes nos entrevues depuis plus de 6 ans ont été sans réticence. Il connaissait mes intentions et je connaissais les siennes qui étaient de jouer un rôle de tout premier plan dans un gouvernement libéral. Il m'a proposé de rentrer dans son organisation. Pour me décider, il m'a cité tous mes vieux amis de Labé, tout son entourage qu'il affirmait acquis à ces idées et qui était peulh. Il m'a avancé notamment les noms de Bah Bano et de presque toute la famille de Boubandjan.

Barry III : notre collaboration peut être estimée à 100% que ce soit au Plan, au Commerce ou à la Présidence du Conseil. Barry III était beaucoup plus axé sur le sabotage économique. Plusieurs de nos entretiens très ouverts se sont déroulés devant son chef de cabinet à l'époque, un certain Bah Boubacar.

Thierno Mamadou Bah : opposant irréductible, s'est très facilement transformé en membre du réseau. Il manifestait une haine violente contre le PDG et son leader. A cause de son action, je puis affirmer que tous les vieux de Labé sont dans l'opposition plus ou moins.

Diallo Demba : je tiens à le signaler malgré son départ, comme ayant eu une action extrêmement puissante au sein du réseau français. Je puis affirmer qu'il a été l'élément moteur de la trahison d'El-Hadj Fofana.

Camara Balla : avec ce responsable également, nos entretiens subversifs ont été parfaitement clairs et ouverts. D'ailleurs, en janvier 1970, De Nattes m'a demandé de vérifier si sa femme ne manquait de rien. Je ne suis pas allé la voir directement. Mais j'ai pu toucher El-Hadj Fofana qui m'a dit que tout allait bien pour elle, Gémayel et Georges Khalil Hadifé s'occupant de son entretien.

En outre, je citerai simplement mais en appuyant totalement mon affirmation sur leur appartenance au réseau, les guinéens suivants :

- Bangoura Karim (dès le début de nos relations)
 - El-Hadj Fofana (quand il était à la Banque Centrale)
 - Kéita Fodéba (depuis toujours)
 - Diallo Alpha Amadou (Information)
 - Diallo Alpha Abdoulaye Portos (un peu avant son départ des Affaires étrangères)
 - Diané Ibrahim (depuis qu'il était aux Douanes)
 - Diallo Abdoulaye Huisier (de tout temps a été aussi haineux que Thierno Mamadou Bah contre le PDG).
- ELEMENTS ETRANGERS** :
- Fritoli et sa femme sans aucune équivoque. Pour moi, ils appartenaient même aux groupes d'action.

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

La surprise devint consternation, lorsque le Colonel Kaman qui avait juré de ne jamais se laisser arrêter, fut incarcérée sans aucune résistance de la part de ce dernier, ni réaction de solidarité au niveau des garnisons.

Pour l'attentat Tidiane, je tiens mes informations toujours du tandem Baba Camara, Joseph Amine. L'opération était plus limitée en effectifs et se basait principalement sur des engagements individuels de certains dirigeants du réseau dont Baba Camara lui-même, appuyés sur des éléments de l'Armée et de la Milice. Là encore, la liste d'un nouveau gouvernement était prête. Le choix d'un tueur, entraîné par les allemands, impliquait évidemment, l'appui sans réserve de la R.F.A. et par conséquent de la France. Mais les moyens mis en œuvre, paraissaient beaucoup plus restreints.

Ce n'est que plus tard que je devais apprendre l'intention de l'Armée, en la personne du Général Kéita Noumandian, de s'emparer du pouvoir, en cas de succès du coup Tidiane.

Pour les leçons qui ont été tirées à mon intention de l'échec de l'attentat, Joseph Amine a principalement souligné, qu'il était dû à une erreur de placement de l'agresseur qui est intervenu en somme en dehors du plan qui lui avait été tracé.

J'ai appris également que Camara Baba avait souvent été l'hôte de Kéita Tidiane à Kissidougou avant l'attentat.

AGRESSION DU 22 NOVEMBRE 1970

Ayant été absent de Conakry de Juin à Octobre 1970, je n'ai été informé de la préparation d'une agression armée contre la République de Guinée, que vers fin Octobre 1970, par Joseph Amine. D'après lui, les pays participants étaient :

La République Fédérale d'Allemagne, le Portugal, la France, et dans le cadre français, le Sénégal, la Côte d'Ivoire. La participation des Etats-Unis était sous entendue.

L'Allemagne Fédérale aurait tout organisé, mais la France aidait à la fois financièrement et par ses conseils, en matière de recrutement et de stratégie.

Le Portugal avait recruté les mercenaires avec l'aide des guinéens et des français et il assurait l'encadrement par ses officiers et sous-officiers.

Amine, insistait sur le rôle prééminent de l'Allemagne Fédérale, puisque l'armement devait être fourni par elle.

Le Portugal transporterait les troupes d'agression par ses propres bateaux de guerre, en prétextant éventuellement la nécessité d'une opération Commando pour délivrer ses prisonniers.

Amine ne s'est pas étendu avec moi sur la procédure de recrutement des mercenaires dont il savait surtout, qu'ils étaient concentrés, armés et entraînés en Guinée-Bissau, y compris ceux recrutés par le réseau en République de Guinée.

Les données de la stratégie, de l'attaque et sur les principaux objectifs militaires, ne m'ont été explicités que

qui reste malgré tout, une des sources de revenus les plus importants.

De ce qui a trait aux crédits de campagne, il était facile, soit de les supprimer à certains planteurs, soit de ne les accorder qu'à un moment où ils n'ont plus aucune signification opérationnelle. A ce moment le planteur est tenté de les utiliser à d'autres fins en compromettant ainsi son propre équilibre économique et même social. Pour le chargement des navires, il s'agissait de retarder, ou d'empêcher le chargement des lots, de certains planteurs guinéens, pour provoquer, d'une part leur mécontentement, d'autre part la création des clans, en favorisant systématiquement les amis des réseaux. Enfin pour les déclarations d'embarquement, il suffisait de fermer les yeux sur de fausses déclarations de poids annoncés par certains planteurs. Des manquants allaient dans certains cas jusqu'à 20 % du poids déclaré. Cette pratique a créé en 1967-1968 une assez forte tension, dans les relations commerciales entre la République de Guinée et certains partenaires de bonne foi. Je pense que ces quelques exemples démontreront suffisamment l'importance que les dirigeants guinéens accorderont aux problèmes économiques, auxquels ils sont confrontés, et qu'ils doivent nécessairement résoudre, pour assurer la défense totale de leur régime, par la mise en exploitation rationnelle de leurs immenses possibilités économiques.

Je voudrais souligner tout particulièrement l'intensité d'activité déployée dans la période du 10 Novembre à Noël 1970, date de mon arrestation au domicile de Gemayel. Allées et venues incessantes, conciliabules fréquents réunions restreintes ou importantes, visiteurs de toute nationalité : diplomates, hommes d'affaires, industriels religieux, commerçants, hommes politiques se succédant chez Gemayel, comme à la veille d'un événement sans précédent. Gemayel qui venait de faire un grand périple en Europe et de prendre d'importants contacts avec ses amis, est rentré à Conakry le 10 Novembre 1970. C'est à partir de ce jour, qu'il m'a été donné d'observer personnellement certaines phases des activités dont j'ai parlé plus haut et que je crois intéressant de livrer à la Commission. Car je ne pense pas qu'on puisse trouver un point d'observation mieux indiqué des événements de Novembre 1970 que la Villa Gemayel, attenante à mon propre domicile.

Tout d'abord, j'affirme que Gemayel m'a dit aussi avoir ramené dans son important courrier les plans de l'agression, lesquels avaient été soumis, par les soins de la partie allemande, à toutes les parties intéressées, y compris les dirigeants extérieurs du réseau français. En dehors de ces documents que les promoteurs n'ont pas jugé prudent d'acheminer par courrier diplomatique, Gemayel était porteur d'autres plis et messages destinés aux allemands. Ces plis ont été remis de main en main par Gemayel, à l'ambassadeur de l'Allemagne Fédérale, Lankes.

assisté à l'échec d'un complot, ou à la réussite d'un Com-mando portugais. Il voulait ainsi expliquer, l'erreur fondamentale, commise par les groupes opérationnels portugais qui s'étaient précipitamment retirés après l'enlèvement de leurs prisonniers à la minière. J'ai remarqué que c'était cette version qui était officiellement soutenue par tous les allemands présents.

En Comité restreint (Lankes, Zechardlar, Héricord, Zaidan, Boniver, Levalier, premier Secrétaire de l'Ambassade et membre très actif du réseau ouet-allemand, de retour en Allemagne et El-hadj Fofana, ont tiré les premières leçons de l'échec). Je mentionnerai également, deux ou trois jours après l'agression, une visite de Monseigneur Tchidimbo Raymond qui est resté environ 30 minutes. L'un des derniers visiteurs de marque reçu par Gemayel, a été le directeur du Centre Artisanal de Bordo, Seibold, arrivé le 22 Novembre 1970 vers 19 heures, habillé en tenue militaire avec bottes. Il avait toute l'apparence d'un mercenaire. Les leçons tirées dans l'entourage de Gemayel ont été les suivantes : Les effectifs escomptés pour appuyer l'agression extérieure, ne se sont pas mobilisés, comme prévue. Trois des objectifs principaux, dont la prise constituait la réussite, n'ont pu être investis ; c'était : L'Aéroport et le Camp Alpha Yaya, la Radio, la Présidence.

Les réactions de la masse ont été mal évaluées. Alors qu'elle était supposée n'avoir besoin que d'une éventuelle étincelle, pour se révolter contre son légitime gouvernement elle a pris spontanément fait et cause pour ce dernier.

Pour clore, ce chapitre des leçons tirées par le cercle Gemayel, Amine, je citerai une réflexion de Seibold, au cours de sa visite du 22 Décembre 1970. « Il aurait fallu, que les effectifs soient entièrement allemands pour que le coup réussisse. » Dans cette phrase lapidaire, qui cache mal ses regrets devant l'échec, Seibold condamnait en bloc tous les partenaires de l'Allemagne Fédérale aussi bien les portugais, les mercenaires débarqués, que les réseaux armés intérieurs, civils militaires, ayant eu un rôle à jouer dans les opérations du 22 Novembre 1970.

Ayant été arrêté moi-même, en Janvier 1971, et privé des entretiens de M. Amine, qui avait quitté la Guinée, depuis le 20 Novembre 1970, je n'ai pas eu de renseignements d'une valeur quelconque sur les futurs plans agressifs en préparation contre la République de Guinée. Je reste à la disposition de la Commission pour toutes clarifications jugées utiles.

Monsieur le Président,

Après lecture de ma déposition vous connaissez tout sur moi. L'importance et l'étendue de ce que j'ai fait à un pays dont j'aurai pu être le fils adoptif, après vingt deux ans de présence.

Je n'ai pas eu le courage de le prévenir d'un désordre.

lors de la discussion des régions à venir après l'écoulement.

Quant au futur gouvernement envisagé, en cas de succès, il ne m'a été souligné par mes informateurs, Amine et plus tard Gémayel, que l'aspect qui les mobilisait directement, à savoir la succession du Président Ahmed Sékou Touré, par leur ami Naby Youla. Cette perspective correspondait évidemment à l'instauration d'un régime libéral. Ceci malgré le fait que la voie choisie par le régime guinéen et l'établissement de la coopération avec les pays de l'Est en 1958 ait sauvé la production fruitière.

J'en profite pour faire un retour sur le sabotage économique dans le secteur de la production bananière dont je m'occupais et qui se situait à plusieurs niveaux :

1^o Au niveau des services et entreprises nationales d'exportation.

2^o — Au niveau des services et entreprises nationales d'importation.

3^o — Au niveau de la douane et des services auxiliaires du Port.

4^o — Au niveau du ministère de l'Economie Rurale, de l'entreprise Agrima et du Service de Conditionnement.

5^o — Au niveau des coopératives des planteurs : Soplex dirigée par Amine, et Cobag, dirigée par moi-même.

A ce cinquième niveau, et compte tenu du principe des effets cumulatifs, le sabotage portait sur cinq plans différents :

1^o — Les engrais

2^o — Le traitement anti-parasites

3^o — Les crédits de campagne

4^o — Le chargement des navires

5^o — Les déclarations d'embarquement.

S'agissant des engrais, leur efficacité dépend du respect des dates auxquelles, ils doivent être épanchés. Il faut éviter les pluies sinon, les engrais risquent d'être lessivés ou emportés, c'est-à-dire sans effet.

Pour saboter la production, il suffisait donc, d'assurer la distribution des engrais en plein hivernage, aux mois de Juillet et Août. Le même sabotage est possible donc, au moment de la manutention, du transport par des camions mal protégés et du stockage dans des magasins non étanches à la pluie et à l'humidité.

Au niveau d'Agrima, on peut citer l'exemple des engrais phosphatés importés du Sénégal, en 1965-1966. Au niveau de Cobag, en 1970, pour ce qui est de la distribution en hivernage.

S'agissant du traitement anti-parasites, son efficacité dépend strictement, d'une continuité absolue. Il faut protéger chaque feuille dès qu'elle est épanouie, sinon, il y a risque d'infection. Il était donc facile, de provoquer chez les planteurs, des ruptures de stocks de produits de traitement, en perturbant le calendrier des livraisons promises. J'insiste sur ces deux premiers aspects du sabotage, en raison du fait, qu'ils ne sont pas perceptibles aux profanes, voir même à la plupart des agriculteurs, qui n'ont pas atteint un certain niveau de connaissances scientifiques.

Pour toutes ces raisons, il me semble que ce sont les procédés de sabotage auxquels il faut faire le plus attention dans l'avenir, si l'on veut redresser une profession

Evidemment, ce sont les précisions et les messages verbaux, qui faisaient de chez Gémayel, un centre de ralliement des événements. Et les visites devaient se déclencher dès ce jour de son retour à Conakry. J'ai pu noter les visiteurs de marque :

— L'Ambassadeur Lankes de la R.F.A.

— L'Ambassadeur Boniver d'Italie

— L'Ambassadeur d'Indonesie (dont je ne me souviens plus du nom.)

— Le Chargé d'Affaires A.I. des Etats-Unis.

— Joseph Amine (Directeur de la Soplex)

— Joseph Zaïdan (Commerçant à Dabola)

— El-Hadj Fofana (haut fonctionnaire guinéen)

— Camara Baba (gouverneur de Kissidougou)

L'intervention à tout moment, des visiteurs qui n'appartenaient pas visiblement au cercle restreint des initiés, obligeait Gémayel et ses amis, à observer parfois, une extrême prudence dans leurs propos. Par contre, dès qu'ils se retrouvaient en cercle restreint, ils échangeaient immédiatement points de vues et informations. J'ai noté que dans cette période, les questions étaient posées par l'Ambassadeur Lankes, Joseph Amine et El-Hadj Fofana. Elles portaient sur la mise au point des opérations de débarquement, et le compte-rendu détaillé de la grande réunion de Strasbourg, avec la participation des Etats-majors civils et militaires du projet d'agression. Les réponses étaient données par Gémayel dans ces échanges de vues. Seule la date précise du déclenchement des opérations, n'a pas été évoquée devant moi.

Le jour de l'agression Gémayel s'était levé très tôt, et était habillé à 6 heures du matin, contrairement à ses habitudes. Nous avons suivis attentivement à la jumelle les évolutions des bateaux, notamment, celles des « Zodiac » qui sont de petits bateaux pneumatiques, dont la formule et la conception sont d'origine allemande.

Nous avons vite noté, que ces évolutions étaient celles de rembarquement. Ce qui laissait supposer l'échec du débarquement d'autant plus que les grosses unités, s'étaient prudemment éloignées vers les 10 heures. Les appels téléphoniques pleuvaient chez Gémayel. L'Armée et la Milice guinéennes étaient en place, et avaient investi le front de mer, devant nos villas.

Le premier visiteur, dans la journée du 22 Novembre 1970, fut le Dr. Héricord. Dans la soirée du même jour, il venait nous annoncer la mort de Thiessein Haussen. Les visites, n'ont repris un rythme normal que dans la soirée du 23 Novembre 1970, où successivement, nous avons vu se présenter chez Gémayel.

— L'Ambassadeur ouest-allemand, Lankes

— L'Ambassadeur d'Italie Boniver

— Zeehandalar directeur de l'U.C.O.A.

— Le Dr. Héricord

— Mr. et Mme Zaïdan de Dabola qui sont restés plusieurs jours à Conakry.

Devant un auditoire élargi, la discussion menée par Gémayel, portait sur l'alternative suivante : On avait

J'ai sabote son économie. Voilà mon bilan à 40 ans. Auquel il faut ajouter le déshonneur dans lequel j'entraîne ma femme et mes enfants.

Je me croyais un Homme ! Quelle ironie, quelle tristesse !

La Guinée souffre à cause de moi et pourtant je l'aimais. J'aimais les guinéens comme ils m'ont aimé. Il me reste à avoir le courage de vous demander, en leur nom, pardon, et ce courage là je l'ai. C'est affreux !

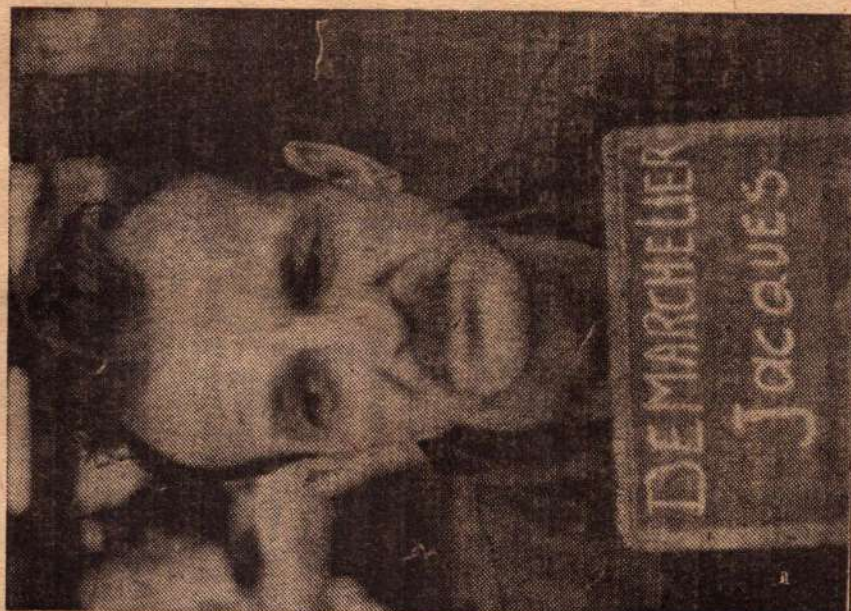
J'implore votre clémence M. le Président, je crois pouvoir encore me rendre utile à ce pays que j'aime tant. Je ne demande pas à partir M. le Président. Je voudrais pouvoir me racheter auprès de vous même et auprès de ce Peuple auquel j'ai fait tant de mal.

Je souhaite à vous personnellement : longévité et santé, et à la Révolution guinéenne, un succès entier dans la recherche de la vérité et dans son triomphe définitif.

Henry Auperin

JACQUES DEMARCHELIER

EX-ENTREPRENEUR DE SPECTACLES



Je me nomme Jacques Demarchelier, né le 7 Juin 1920 le Havre Seine Maritime. Fils de feu Gaston Demarchelier. Marié, 6 enfants. Je suis entrepreneur de spectacles. Jamais condamné.

ayant été chargé de collecter tous les renseignements pour le compte de l'Ambassade de France.

Comme je n'avais ordre de fournir mes compte-rendus qu'à DE NATTES, j'ai fait l'innocent. Mais je signale le fait à la Commission pour qu'elle suive de près les activités de cette Ambassade et de ses ressortissants en Guinée dont beaucoup sont restés des fascistes, certainement en liaison avec les réseaux ouest-allemands.

Je voudrais également attirer l'attention de la Commission sur les facilités offertes par les planteurs aux réseaux étrangers pour la dissimulation des armes.

Sur l'Intelligence Service en Guinée

Mes rapports avec l'Intelligence Service sont très anciens. Ils remontent à la guerre de 1939-1945. En 1941, avec un ami d'école, Claude Guillaume Petit, nous avons résolu de travailler avec l'Intelligence Service basée à Genève. J'en suis arrivé à cette décision pour les deux raisons suivantes :

1^o J'avais d'abord appartenu au mouvement de résistance française « libération » au Havre. Par suite d'indiscrétions et de mauvais cloisonnement du réseau, nous avons perdu en quelques semaines plus de la moitié de nos effectifs. J'ai donc fui du Havre à Paris.

2^o J'étais marié à une Anglaise, et mon beau-père, colonel des services secrets britanniques, en retraite, interné au début de la guerre par les allemands et libéré pour raison de santé vivait avec nous.

De 1941 à 1944, avec mes amis ; nous avons d'une part établi une chaîne d'évasion d'aviateurs anglais prisonniers des allemands. Nous avons réussi à faire passer en Suisse 36 aviateurs. D'autre part nous avons récolté et transmis des renseignements économiques sur l'industrie française travaillant pour les allemands (Renault notamment). Pour obtenir ces renseignements, j'étais obligé de fréquenter les officiers allemands. C'est ce qui a provoqué mon arrestation par les français à la libération de Paris et ma délivrance sur une action directe d'un colonel britannique. Nous avons été récompensés de notre action pendant la guerre :

- d'une part le remboursement de nos frais et une prime 40 000 francs par aviateur sauvé.
- d'autre part par un témoignage de félicitations des britanniques.

J'affirme que j'ai rompu avec l'I. S. après la guerre, bien que cet organisme ait la spécialité de ne jamais oublier ses anciens agents qu'il laisse en sommeil pendant très longtemps. Je n'ai pas accepté de reprendre mes activités en Guinée parce que l'Intelligence Service n'admet pas facilement les agents doubles et qu'elle n'hésite pas à les supprimer. Ayant adhéré au réseau français je ne pouvais plus me

guinéens, à cause aussi de conflits de personnes parmi les complices et enfin par suite de la trop grande subtilité de Kéita Fodéba.

COMLOT KAMAN-FODEBA

Mes informateurs ont été surtout De Nattes puisque là encore j'étais en France. Il m'a parlé d'une affaire qui traînait. Pourtant il semblait qu'au départ, il avait été prévu un coup uniquement militaire du genre Mali et De Nattes n'appréciait pas beaucoup l'introduction de civils comme Fodéba Kéita ce qui créait des tiraillements. De Nattes regrettait que ce ne soit pas le Général Kéita Nourmandian qui ait mené l'affaire bien qu'il était convenu qu'il jouerait son rôle.

Il était clair que pour les services secrets français, il y a eu décalage dans le temps. Je n'ai tiré les leçons de cet échec qu'en Janvier 1970, avec le même De Nattes qui en était catastrophé. Deux de ses réflexions illustrent son état d'âme.

Parlant de Kaman, il m'a dit « Et pourtant il avait une bonne équipe ». Parlant du Président Sékou Touré, il avait beaucoup de chance. Il y avait toujours des phénomènes extrêmement troublants, presque irrationnels : il a la Baraka ».

Je n'ai pas suivi le coup Tidiane à cause d'une très longue absence.

AGRESSION DU 22 NOVEMBRE 1970

N'ayant pas vu De Nattes, depuis janvier 1970, je n'avais pas d'autres éléments sur cette attaque ouverte du territoire guinéen que ceux recueillis de Naby Youla et déjà rapportés.

Mais depuis mes contacts avec Bob Sow, Otto Lachs et ma proposition d'adhésion au réseau ouest-allemand, j'ai revu souvent Bob Sow, Diop Allassane, Bangoura Karim, Diallo Alpha, Akin et nous parlions à mots couverts de l'agression.

C'est ainsi que la veille même, le samedi 21, Bob Sow, était venu me rendre visite. Nous avons encore parlé de ce problème mais il ne m'a pas dit que c'était pour le lendemain. J'ai tiré les leçons de l'échec avec Jeandey qui a passé du 1er au 5 décembre 1970 à Conakry.

Alata qui avait été arrêté 48 heures ayant refusé de le recevoir, Jeandey était extrêmement braqué sur les causes de l'échec.

D'après notre analyse, elles peuvent s'énoncer comme suit :

— Mort de Thiessen Haussein et des officiers qui avaient un rôle primordial à jouer.

— Indignation de la population devant une attaque étrangère surtout venant du Portugal.

REDACTION
ADMINISTRATION
IMPRIMERIE
PATRICE LUMUMBA
2ème ETAGE

TEL : 611 - 20
TEL : 611 - 47
TEL : 611 - 48
CONAKRY

FOROXA

Directeur Politique
Léon MAKÀ

Directeur de Publication :
Mamadi KEITA

Directeur
Fodé BERETE

ONZIEME ANNEE 1971

Pour réaliser l'idéal démocratique, il faut que la science parte de la ville à la campagne, qu'elle déborde les laboratoires pour se répandre dans la case du paysan, dans l'atelier de l'artisan, chez l'ouvrier.

La civilisation de masse passe nécessairement par nos langues que nous devons transcrire.

Ahmed Sékou Touré

Vendredi 10 Septembre 1971 N° 1803 Prix 100 FG

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

- Atrocités commises par les assaillants.
- Efforts portés sur des points secondaires.
- Manque de coordination entre les différents groupes d'assaut.
- Manque de commandement.

Je reste à la disposition de la Commission pour toute justification qu'elle estimera nécessaire.

AU PRESIDENT AHMED SEKOU TOURE,

C'est dans la confusion de la honte que je viens par cette lettre demander pardon au Peuple de Guinée et à vous, Président, le Responsable Suprême de la Révolution.

Après des années de loyauté qui resteront les meilleures de ma vie, j'ai pris peu à peu le chemin du déshonneur.

Au Peuple de Guinée qui m'avait adopté comme un fils au Parti, à vous même qui m'avez tant aidé, j'ai répondu à l'affection et à la confiance par la trahison.

Je vois maintenant avec lucidité quelle était ma folie et je regrette désespérément toute cette forfaiture.

Ma souffrance morale est infinie.

A vous, Président, de peser mes fautes et de juger de mon repentir.

J'implore votre clémence et vous fais le serment, si la liberté m'est redonnée un jour, de me consacrer avec acharnement au sein de notre Parti, à ma longue réhabilitation, et, par un comportement exemplaire, d'effacer petit à petit le souvenir de ces actes honteux.

Mon seul but serait désormais de retrouver un jour une parcelle de cette confiance et de cette amitié qui était ma seule vraie richesse et de poursuivre à vos côtés la route de l'honneur, la route de notre prestigieuse Révolution.

Jacques Demarchelier

J'ai donné mon accord à El Hadj Bah Thierno pour participer à ce crime. Il m'a donné une somme de 100.000 francs guinéens pour ce travail. Donc je reconnais que j'ai participé au coup qui devait assassiner ou empoisonner le Président.

J'étais un confident de El Hadj Thierno. Donc, il m'informait de toutes les choses qu'il préparait en vue de changer le régime de la Guinée.

En ce qui concerne les 80.000 dollars, la somme est avec la mère de El Hadj Bah Thierno.

Personnellement, avant l'agression, j'ai vu des armes avec El Hadj Bah Bademba. Il s'était rendu à Conakry pour prendre ces armes. Il a gardé ces armes à Tinka.

Je jure que c'est tout ce que je connais. J'ai dit toute la vérité.

Diallo Mamadou Toro

UN REVOLUTIONNAIRE NOUS ECRIT

Le Haut Commandement, les services de presse, depuis que la Guinée a été agressée le 22 Novembre 1970 n'épargnent aucun effort pour porter à la connaissance du Peuple les préparatifs d'agression à nos frontières. Malgré la cinquième défaite de novembre dernier, l'impérialisme ne désarme pas. Nous savons et c'est là notre force, qu'il se prépare encore.

Des révolutionnaires amis d'autres pays continuent de nous informer sur les activités de l'impérialisme dans les pays voisins du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire. Voici à l'attention du Peuple en armes une lettre d'un révolutionnaire écrite depuis Dakar.

Excellence Monsieur le Président,

Je suis certain que vous vous souvenez encore de moi, car c'est moi qui vous ai écrit courant Juillet pour vous donner certains renseignements sur les préparatifs de l'ennemi contre la Révolution guinéenne, la dignité et la liberté africaine. Ce faisant, j'accomplis mon devoir de révolutionnaire africain. Je vous avais dit dans ma précédente lettre que j'étais dans les rangs de l'ennemi. Je vous avais informé sur les dispositions prises à l'annonce de

village du nom de Sanguerre. Je dois préciser que le recrutement des mercenaires est effectué sous la responsabilité d'une haute personnalité sénégalaise, native de Kédougou et responsable du Sénégal Oriental.

Le recrutement pour le centre de formation de Sanguerre a débuté le 15 Mars 1971 et s'est poursuivi jusqu'au mois de Juin dans le secteur de Kédougou et de Tambacounda.

En raison du fait qu'il y a eu des désertions à partir de Sanguerre, le Chef du secteur de Kédougou, à confié la responsabilité du centre et des problèmes y afférents à un certain Mody Oury et au Capitaine Traoré Abdoulaye tous en service à Tambacounda et Kédougou.

Le transport des armes est confié au Commandant du Peloton de la Garde Républicaine particulièrement dans le cercle de Tambacounda et Kédougou pour être stockées au niveau de chaque arrondissement frontalier. Il est à remarquer que des Chefs de villages participent au recrutement. D'importantes sommes d'argent ont été mises à leur disposition à cet effet et des vivres leur ont été distribués à l'occasion des festivités du 14 Juillet dernier, dans le même



Je me nomme Diallo Mamadou Toro, né vers 1911 à Dalaba, fils des feus Diallo Bademba et de Barry Néné Mabiya, cultivateur marié à deux femmes et père de dix enfants tous vivants. Je n'ai jamais accompli mes obligations militaires ni encouru de peine correctionnelle.

SUR LES FAITS

J'étais d'abord le serviteur de El Hadj Bah Thierno Ibrahim, depuis le temps de la chefferie. Quand il a été nommé commandant de Région à Téliélé, il m'a confié sa villa. Je précise que j'étais le serviteur et le confident de El Hadj Bah Thierno. C'est ainsi qu'un jour, El Hadj Bah Thierno m'a dit ceci : « Mamadou Toro, tu sais que chaque fois que le Président vient à Dalaba, il rend visite à ma mère à Tinka. Et ma mère lui prépare à manger, couscous, fonio, etc... Donc on va profiter de l'occasion pour empoisonner le Président ».

Après, El Hadj Bah Thierno a dit : « Nous avons préparé un coup avec Bah Mamadou, le fils de mon cousin El Hadj Oumar. Il s'agit de poignarder le Président à la villa Sily. Donc toi, Toro, tu vas te charger de l'exécution du coup avec Bah Mamadou ».

El Hadj Bah Thierno m'a dit aussi : « L'Adjudant-Chef Bah le Garde-Corps du Président est un de nos complices pour la réussite du coup ».

égaleme... signal... l'arrestation par les autorités sénégalaises de Kédougou d'individus armés venus de France pour s'infiltrer en Guinée aux fins de commettre des attentats sur des personnalités guinéennes.

Je dois vous informer aujourd'hui que l'ennemi cherche à connaître, et ceci par tous les moyens, vos effectifs et les dispositifs offensifs et défensifs mis en place aux frontières de Koundara, Gaoual et Boké. A cet effet des sommes importantes ont été distribuées à des agents de renseignements.

L'ennemi vient d'adopter une nouvelle méthode de recrutement. L'avance par recrue rendue en Guinée est de mille escudos (monnaie portugaise). C'est ce qu'ils appellent la prime à l'engagement. Une somme plus importante mais non déterminée est promise et ne sera payée qu'au retour de l'expédition. Comme vous le voyez, c'est encore un vrai marché de dupes, car, personnellement, j'ai la certitude que ceux qui prendront part à cette aventure, entreprendront un voyage sans retour, leurs tombeaux étant déjà ouverts en terre libre de Guinée et qui les attendent pour les engloutir.

Le drame de l'affaire, c'est que tous ceux qui se laissent recruter par cupidité ou par naïveté, s'ils refusent de rester au camp, parce que s'étant rendus compte de la supercherie, sont froidement descendus sous les yeux des autres en guise d'avertissement. Quel avertissement !

Je dois vous signaler, Excellence Monsieur le Président, qu'en plus de Conakry qui demeure la cible permanente, l'ennemi compte attaquer sur toute la ligne Koundara-Gaoual-Boké. Des infiltrations doivent être en cours vers Foulamory et vers Boké. Le pont de la Koulountoun doit servir de point de ralliement et de point d'eau.

Toutes les personnes qui vont s'infiltrer se présentent, soit comme des chasseurs, soit comme des voyageurs égarés. Les villages de Piranda et Bambadinka vers Koundara seront des bases de départ.

La date exacte de l'attaque n'est pas encore fixée. Mais elle se situe probablement entre la période des grandes pluies considérée comme très propice, et le mois d'octobre inclusivement.

Les préparatifs en tout cas vont très bon train. Un petit bateau à vapeur, portant le N° 1024 et appartenant à un sénégalais du nom de Abdou DIOUF (il ne s'agit pas du Premier Ministre) vient de transporter à Bissao une quarantaine de nervis.

Dans la première quinzaine du mois de Juillet dernier, et dans le cadre des préparatifs intenses de la future agression, les sinistres Sadou Bobo, Barry Ibrahim, Tiele ou Tileme, Sergeant Amadou Diallo de Pikine habitant anciennement Bathurst (Bakau), Condé Saliou de Pikine, Diallo Mamadou de Saint Louis, s'étaient tous rendus en Gambie.

Je dois en outre vous signaler qu'un camp d'entraînement de mercenaires est situé en territoire sénégalais entre la Casamance et la Guinée Bissao, dans un petit.

Je dois vous informer aussi, Monsieur le Président, qu'en raison des multiples dénonciations que vous avez faites, les militaires regroupés dans le parc de Niokolokoba ont été dispersés. Mais de nouveaux camps sont créés tous les jours en territoire sénégalais à Ley-Fello et Fongo-Liebi.

Je reste convaincu de la justesse de la cause que vous défendez avec maîtrise à la tête du vaillant Peuple de Guinée. Cette cause est africaine et mobilise derrière vous tous les patriotes Africains et tous les Peuples de l'Afrique combattante. La victoire est et restera à votre Peuple pour la dignité, la liberté et la responsabilité de l'Afrique retrouvées.

Votre vigilance, votre courage et votre sens aigu de l'histoire constituent pour nous la raison de vivre. Que dieu vous sauve et vous accorde très longue vie.

Veuillez recevoir mes respectueuses et déférentes salutations révolutionnaires.

Un Révolutionnaire Africain
Dakar, Août 1971

MESSAGE

C'est bien en terre africaine que l'impérialisme trouvera son tombeau. Multipliant ses visées macabres de reconquête, il vient depuis quelques temps de lancer des attaques barbares contre le Peuple tanzanien par l'intermédiaire du gouvernement néo-colonialiste ougandais du fantôme Idi Amine.

Dans ce télégramme qui suit et adressé au Président Julius Nyerere, le Responsable Suprême de la Révolution, réaffirme le soutien total et la solidarité agissante du Peuple de Guinée à l'endroit du Peuple frère de Tanzanie.

Avons appris avec indignation manœuvres criminelles et provocatrices gouvernement néo-colonialiste ougandais contre le Peuple et le territoire tanzaniens.

Avons conscience que ces manœuvres sont perpétrées sur ordre de l'impérialisme et obéissent à la volonté impérialiste de dominer à nouveau Peuples d'Afrique pour s'emparer de leurs richesses.

Les manœuvres agressives impérialistes qui se dirigent contre le Peuple de Guinée à partir du territoire de Guinée Bissao et d'autres territoires africains limitrophes entrent dans le même cadre que celles que subit le Peuple tanzanien.

Le Peuple de Guinée, son Parti le PDG et son gouvernement sont fermement aux côtés du Peuple de Tanzanie, de son Parti la Tanu et de son gouvernement dans cette épreuve.

Sommes convaincus que tous les Peuples d'Afrique et du monde, tous les gouvernements indépendants et souverains d'Afrique, tous les gouvernements progressistes du monde apporteront au Peuple de Tanzanie dans sa lutte pour l'intégrité de son territoire et pour le maintien de sa souveraineté un concours concret et massif permettant à la Tanzanie d'engager une vigoureuse contre offensive contre le mal jusque dans son rebelle.

Victoire au Peuple de Tanzanie

AHMED SEKOU TOURE

Président de la République de Guinée